



CORPORATION DE
DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE DU
HAUT-SAINT-FRANÇOIS



Avec la participation financière de :



RAPPORT DE RECHERCHE ET PLAN DE MISE EN OEUVRE

JUSTICE POUR TOUTES





*Tout le monde a le droit de vivre à l'abri de la violence.
Cependant, de nombreuses personnes de partout au pays
continuent d'être victimes de la violence chaque jour en raison de
leur sexe, de leur expression ou identité de genre ou de leur
identité présumée. (Gouvernement du Canada, 2022)*

Vue d'ensemble

Dans le Haut-Saint-François, plusieurs signaux d'alarme ont été déclenchés dans le contexte de la pandémie concernant la situation criante des violences basées sur le genre sur le territoire. Premièrement, les organisations du Haut-Saint-François ont été informées en 2020 que le nombre d'agressions sexuelles rapportées à la police était de 38, soit 167 par 100 000 habitants, ce qui est 2,1 fois plus élevé que la moyenne canadienne¹. Pour l'année 2022-2023, ce sont 57 agressions sexuelles rapportées à la police², soit 241 affaires pour 100 000 habitants, ce qui est 2,6 fois plus élevé que la moyenne canadienne³. Sachant que seulement une agression sur vingt est généralement dénoncée à la police⁴, le problème endémique ne semble pas s'améliorer pour le Haut-Saint-François. De plus, le territoire ne possède pas de points de service du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de l'Estrie (CAVAC) ni du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS). Considérant cette situation, il est impératif que le milieu communautaire et ses partenaires institutionnels répertorient les besoins des personnes victimes d'infractions criminelles en lien avec des violences basées sur le genre, l'âge et les handicaps, afin de mettre en place des actions concertées qui y répondent adéquatement.

Réalisations particulières locales permettant l'ancrage de ce projet

Depuis avril 2022, une table de concertation multisectorielle et intégrée en lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles est en action afin de mobiliser les partenaires de différents milieux du Haut-Saint-François vers un changement systémique, principalement en développant des partenariats structurants à fort potentiel de pérennisation. La recherche sur les besoins des personnes victimes d'infractions criminelles en lien avec des violences basées sur le genre, l'âge ou les handicaps a donc été effectuée en partenariat avec cette table couvrant les besoins de la MRC du Haut-Saint-François.

C'est dans ce contexte que le Centre d'action bénévole du Haut-Saint-François a pu mener un projet (*Milieus Sécures*) en 2023, dont la recherche et la mobilisation partenariale ont été effectuées par la CDC du Haut-Saint-François. Ce projet de 40 000 \$ était financé par la fondation Mirella et Lino Saputo et traitait de la sécurité pour les personnes âgées et/ou en situation de handicap dans le Haut-Saint-François. Ainsi, l'extension de la recherche et de la mobilisation autour des infractions criminelles a été pertinente et structurante.

¹ Poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec (2020), p.12.

² Poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec (2023), p.12.

³ Statistique Canada (2023b et 2024c).

⁴ Institut national de santé publique du Québec (2022).

Table des matières

Vue d'ensemble.....	2
Table des matières.....	3
Objectifs du projet et contexte de la recherche.....	4
Méthodologie.....	5
Limites.....	5
Diffusion du questionnaire.....	5
Facteurs de risque pour la victimisation basée sur le genre.....	6
Portrait populationnel.....	7
Nombre de crimes contre la personne sur le territoire du Haut-Saint-François au cours des dernières années.....	8
Nombre d'agressions sexuelles par 100 000 habitants en 2023 selon la MRC.....	8
Nombre d'agressions sexuelles par 100 000 habitants en 2023.....	9
Connaissance et défense des droits.....	9
Contexte socio-économique.....	9
Portrait des répondantes et répondants.....	10
Questions générales.....	10
Bien-être et sentiment de sécurité.....	17
Insécurité physique et psychologique.....	22
Insécurité physique et psychologique : ressources.....	24
Ressources sur le territoire.....	27
Conclusion.....	33
Bien-être et sentiment de sécurité.....	33
Insécurité physique et psychologique.....	33
Insécurité physique et psychologique : ressources.....	34
Ressources sur le territoire.....	35
Identification des enjeux prioritaires.....	36
Références.....	38
Annexe A : Documentation des 3 enjeux du Haut-Saint-François.....	44
1) Reconnaître (la violence basée sur le genre).....	44
2) Côtayer (l'agresseur en milieu rural).....	45
3) Connaître (les enjeux, les ressources et les solutions).....	48
Des actions concrètes et à notre échelle.....	52

Objectifs du projet et contexte de la recherche

Afin de dresser un portrait terrain des besoins des personnes victimes d'infractions criminelles en lien avec des violences basées sur le genre, l'âge et les handicaps, le projet a été encadré par un comité de pilotage composé d'organismes communautaires du territoire. L'expertise et l'accès direct de ces organismes communautaires auprès de la population visée a permis la réalisation de ce portrait.

Effectivement, (A1.1) pour rejoindre les personnes ciblées par le sondage - qui vivent généralement avec des traumatismes et pour qui participer à un sondage concernant la source des ces traumatismes est une action extrêmement sensible - la Maison d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants *La Méridienne* ainsi que le Centre des femmes du Haut-Saint-François *La Passerelle*, le Centre de services aux personnes en situation de handicap *Les Étincelles de bonheur* du Haut-Saint-François et le *Centre d'Action Bénévole* du Haut-Saint-François ont été des collaboratrices hors pair. Les personnes visées par le portrait sont des membres actifs des groupes communautaires ci-dessus qui vivent les problématiques et sont possiblement sujettes à des manquements à leurs droits et à leurs accompagnements lorsqu'elles subissent des infractions criminelles. Les différents appuis des partenaires institutionnels du territoire, dont le Centre de services scolaires des Hauts-Cantons, ont permis un ancrage territorial important.

(A1.2) Les données du poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec et du dernier recensement canadien de 2021 ont permis à la chargée de projet de dresser des indicateurs pour les populations concernées. D'ailleurs, la Sûreté du Québec est un partenaire actif de la Table de concertation contre les violences basées sur le genre.

(A1) Finalement, ce portrait qualitatif et quantitatif a permis de mettre la table pour les activités suivantes.

À partir du portrait dressé concernant les personnes victimes d'infractions criminelles en lien avec les violences basées sur le genre, l'âge et les handicaps, une séance de priorisation concertée des enjeux a eu lieu entre les principaux acteurs-rices. Les séances d'identifications des enjeux de la réflexion territoriale sur les besoins des personnes victimes d'infractions criminelles en lien avec les violences basées sur le genre, l'âge et les handicaps se sont déroulées sur quelques semaines afin de bien circonscrire les 3 enjeux prioritaires à traiter. De plus, les 3 enjeux ciblés ont été documentés à partir des données recueillies dans le (A1) portrait bonifié par les experts et les expertes du vécu et de la littérature sur le sujet. Le portrait final a été mis à profit lors de la préparation de (B1) l'idéation collective.

Enfin, une session d'idéation collective (B1), sous les enjeux identifiés, a regroupé des acteurs-rices de tous les secteurs de développement et pourra ainsi faciliter la concrétisation des réflexions du comité de pilotage vers des actions concertées. En outre, l'idéation collective

a permis de mener à la mobilisation d'autres acteurs·rices pour une collaboration plus élargie sur le territoire concernant les enjeux des personnes victimes d'infractions criminelles en lien avec les violences basées sur le genre, l'âge et les handicaps.

Méthodologie

Limites

Définitions

Femme : Le terme « femme » ici comprend donc les femmes cisgenres, les femmes trans, les personnes non-binaires, queer, *genderfluid*, *two spirits*, en questionnement et/ou toute personne qui subit des discriminations et des violences liées au genre et au sexe du système patriarcal et machiste actuel. *Avertissement: certaines statistiques présentes dans ce portrait se réfèrent aux statistiques officielles des recensements et des gouvernements, et ne reflètent pas toujours la diversité des genres et des identités.*

Échantillon

D'après le recensement de 2021, dans le Haut-Saint-François, pour une population totale de 22 926, on compte une population adulte (15 ans et +) de 18 870 personnes⁵. Puisque nous cherchions à sonder toute la population adulte, notre échantillon de 129 personnes nous assure un niveau de confiance à 85% et une marge d'erreur de 6%.

Diffusion du questionnaire

C'est grâce au travail collectif de différents partenaires qu'il a été possible de récolter **129 réponses** au questionnaire. Entre autres, la Maison d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants La Méridienne ainsi que le Centre des femmes du Haut-Saint-François La Passerelle, ont fait la promotion du sondage et ont même aidé des répondantes et répondants, qui n'étaient pas en mesure de le faire, à remplir le questionnaire. Les différents partenaires ont aussi contribué à la campagne de promotion ciblée sur les réseaux sociaux.

Pour maximiser le nombre de répondantes et de répondants et minimiser l'impact de la barrière linguistique dans la récolte de données, nous avons également décidé de faire traduire le questionnaire en anglais, puisque l'anglais est la première langue officielle parlée pour près de 10% de la population du Haut-Saint-François⁶.

Merci à la Société d'aide au développement de la collectivité du Haut-Saint-François (SADC) pour l'aide avec la traduction du document.

⁵ Statistiques Canada (2024b).

⁶ Statistiques Canada (2024b).

Facteurs de risque pour la victimisation basée sur le genre

Une grande partie du portrait établi porte sur les agressions sexuelles, qui sont des actes criminels directement liés au genre, 9 victimes sur 10 étant des filles ou des femmes.⁷ Les jeunes de 15 à 24 ans représentant le groupe d'âge avec la plus grande proportion de victimes d'agression sexuelle.⁸

Les questions du sondage ont été orientées selon des facteurs de risque identifiés par plusieurs sources, qui constituent des prédispositions à la violence envers les femmes⁹ :

L'âge. Les jeunes femmes sont davantage victimes de violence. Le risque de violence diminue avec l'âge. Au Canada, 15% des étudiantes qui fréquentent un établissement postsecondaire ont été agressées sexuellement dans le cadre de leurs études.¹⁰

L'origine ethnique ou culturelle. Le taux de violence envers les femmes autochtones est disproportionné. Bien que les statistiques ne permettent pas d'établir que les femmes immigrantes sont davantage victimes de violence que les femmes non immigrantes, il n'en est pas moins que ces premières font face à de nombreuses barrières structurelles, comme l'accès à des services adaptés à leur réalité ou la barrière linguistique, qui augmente leur vulnérabilité lorsqu'elles se retrouvent en situation de violence.¹⁰

La vulnérabilité physique. Les limitations physiques augmentent le risque de violence conjugale.

Le contexte socioéconomique. La pauvreté augmente aussi le risque de violence conjugale. La pauvreté et la violence constituent un cercle vicieux; la pauvreté expose davantage les femmes à la violence, puis limite leurs moyens de s'en échapper.¹¹

Le mode de vie. Le fait d'être célibataire, de participer à des activités en soirée, de consommer de la drogue ou d'habiter dans un quartier défavorisé augmente le risque de violence non conjugale. Au Canada, le fait de vivre en région rurale augmente du double les risques d'être victime de violence basée sur le genre.¹⁰

Le contexte pandémique. La pandémie de COVID-19 aurait aussi eu pour effet, à l'échelle mondiale, d'intensifier la violence à l'égard des femmes et des filles, tant dans l'espace public que dans les foyers.¹² Les réseaux sociaux sont également devenus le lieu de plusieurs crimes contre la personne commis à distance, comme les menaces.¹³

L'orientation et l'identité sexuelle. Comme les filles et les femmes, les personnes bispirituelles, trans et non-binaires sont plus à risque de subir de la maltraitance basée sur le genre.¹⁴

⁷ Institut national de santé publique du Québec (2022).

⁸ Institut national de santé publique du Québec (2022).

⁹ Statistique Canada (2013).

¹⁰ Institut national de santé publique du Québec (2023).

¹¹ OXFAM (2023).

¹² ONU Femmes (2023).

¹³ Sécurité publique Québec (2021).

¹⁴ Femmes et Égalité des genres Canada (2022).

Quand une personne vit avec plus d'un facteur de victimisation listé ci-haut, ses risques d'être victime de violence augmentent.

Portrait populationnel

Les rapports d'activités du poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec indiquent un fait alarmant concernant les violences sexuelles dans la région. Malgré le fait que le taux de criminalité en général soit en baisse dans la province, le taux d'infractions contre la personne est en hausse, principalement les voies de fait et les agressions sexuelles¹⁵, puis la MRC du Haut-Saint-François n'en fait pas exception.

Pour l'année 2019-2020, dans la MRC du Haut-Saint-François, le nombre d'agressions sexuelles rapportées à la police était de 38, soit 167 par 100 000 habitants, ce qui est 2,1 fois plus élevé que la moyenne canadienne¹⁶. Pour l'année 2022-2023, ce sont 57 agressions sexuelles qui ont été rapportées à la police¹⁷, soit 241 affaires pour 100 000 habitants, ce qui est 2,6 fois plus élevé que la moyenne canadienne¹⁸.

¹⁵ Sécurité publique Québec (2021).

¹⁶ Poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec (2020).

¹⁷ Poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec (2023).

¹⁸ Statistique Canada (2024c et 2024d).

Nombre de crimes contre la personne sur le territoire du Haut-Saint-François au cours des dernières années¹⁹.

Crimes contre la personne	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Infractions entraînant la mort	0	0	0	0	0	0
Agressions sexuelles	27	26	38	28	50	57
Voies de fait	74	82	70	77	135	113
Vols qualifiés	4	2	2	3	1	0
Autres crimes contre la personne (enlèvement, de séquestration, d'extorsion, de profération de menaces, d'intimidation)	70	61	61	72	81	96
Crimes contre la personne	175	171	170	180	267	266

Nombre d'agressions sexuelles²⁰ par 100 000 habitants en 2023 selon la MRC²¹

MRC	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Haut-Saint-François	114	110	156	118	211	241
Brome-Missisquoi	40	87	84	114	156	166
Granit	86	72	122	113	208	154
Des Sources	143	190	143	190	278	426
Coaticook	120	172	156	94	229	156
Memphrémagog	22	20	20	22	29	67
Val-Saint-François	88	76	101	110	119	203
Haute-Yamaska	24	25	19	24	28	47

¹⁹ Rapports annuels du poste de la sûreté du Québec de la MRC du HSF (2020, 2022 et 2023).

²⁰ Les résultats de l'année courante se situent au-dessus de l'écart supérieur. Cela est directement relié à l'augmentation du nombre de voies de fait et d'agressions sexuelles. Il est à noter que cela peut s'expliquer, entre autres, par le fait que davantage de moyens sont déployés afin d'encourager la dénonciation d'agressions sexuelles et de violence.

²¹ Rapports annuels des postes de la sûreté du Québec des MRC de l'Estrie (2022 et 2023); Affaires municipales et Habitation Québec (2023).

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Sherbrooke ²²	78	76	113	108	96	117

Magog et Granby, qui sont les deuxième et troisième plus grandes villes de l'Estrie, après Sherbrooke, font partie des MRC où le taux d'agressions sexuelles est le plus faible. Ce même taux, à Sherbrooke, est aussi significativement plus faible que dans les MRC plus rurales. Cela confirme l'hypothèse mentionnée plus haut, comme quoi le fait de vivre en région rurale augmente le risque de victimisation (voir annexe A section Côtayer).

Nombre d'agressions sexuelles par 100 000 habitants en 2023

Haut-Saint-François	Québec ²³	Canada ²⁴
241	93,4	91

Au Québec, les agressions sexuelles sont commises à près de 97% par des hommes et près de 90% des victimes sont des femmes²⁵

Connaissance et défense des droits

Dans la MRC du Haut-Saint-François, un sondage a été mené en 2023 auprès de 172 personnes âgées et/ou vivant avec un handicap. Sur toutes ces personnes, 4 ont affirmé avoir été victimes d'actes criminels dans les deux dernières années. Aucune de ces 4 personnes n'était une femme. Cependant, 9 femmes et 9 hommes ont affirmé avoir vécu l'une des situations suivantes : harcèlement, fraude, non-respect des droits, maltraitance, vol, agressions sexuelles. Ce sont donc 9 femmes et 5 hommes qui ont vécu une situation criminelle, mais qui ne le savaient pas ou ne voulaient pas l'admettre. Parmi toutes ces personnes, 7 sur 10 ne sont pas allés chercher de l'aide à la suite de la situation problématique.²⁶

Contexte socio-économique

Sur les 22 926 personnes habitant dans le Haut-Saint-François, 11 075 s'identifient comme femmes, soit 48,31% de la population. Concernant l'emploi, le taux d'inactivité des femmes est de 41,10%, alors qu'il n'est que de 36,00% pour les hommes. Ce taux d'activité plus faible chez les femmes se répercute sur le revenu médian qui est de 33 600\$ pour les femmes et 40 000\$ pour les hommes.

²² Statistique Canada (2023b).

²³ Sécurité publique Québec (2023).

²⁴ Statistique Canada (2024c et 2024d).

²⁵ Femmes et Égalité des genres Canada (2022).

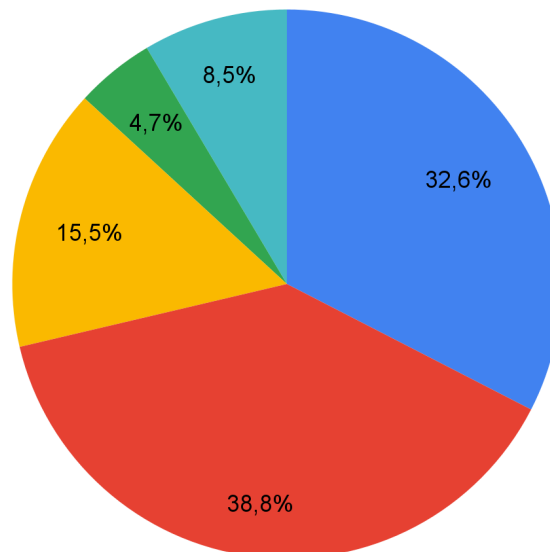
²⁶ Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François (2023).

Portrait des répondantes et répondants

Questions générales

1. Dans quelle zone du Haut-Saint-François vivez-vous? (129 répondantEs)

- Les beaux vallons (Newport, Cookshire-Eaton, Bury, Saint-Isidore-de-Clifton)
- La Saint-François (Ascot Corner, East Angus, Westbury)
- Les lacs (Dudswell, Weedon, Lingwick)
- Le ciel étoilé (La Patrie, Scotstown, Chartierville, Hampden)
- Je n'habite pas dans le Haut-Saint-François



91,5% des personnes qui ont répondu au sondage demeurent dans le Haut-Saint-François et celles-ci proviennent des quatre différents secteurs de la MRC.

2. Est-ce que vous répondez à ce sondage pour vous ou pour une personne dont vous vous occupez? (127 répondantEs)

Je réponds pour moi-même	97,6%	124
Je réponds pour une personne dont je m'occupe	2,4%	3

3. Quelle est la langue principale parlée à la maison? (129 répondantEs)

Français	93,0%	120
Anglais	5,4%	7
Espagnol	1,6%	2

Bien que les personnes dont l'anglais est la langue principale parlée à la maison ne représentent que 5,4% de la population répondante, des tendances concernant ce facteur ont pu être remarquées, notamment aux questions 19, 23 et 31.

4. Est-ce que vous vous identifiez en tant qu'autochtone du Canada, c'est-à-dire en tant que membre des Premières Nations, Métis(se) ou Inuit(e)? (128 répondantEs)

Oui	2,3%	3
Non	97,7%	125

5. Vous considérez-vous comme une minorité visible? (127 répondantEs)

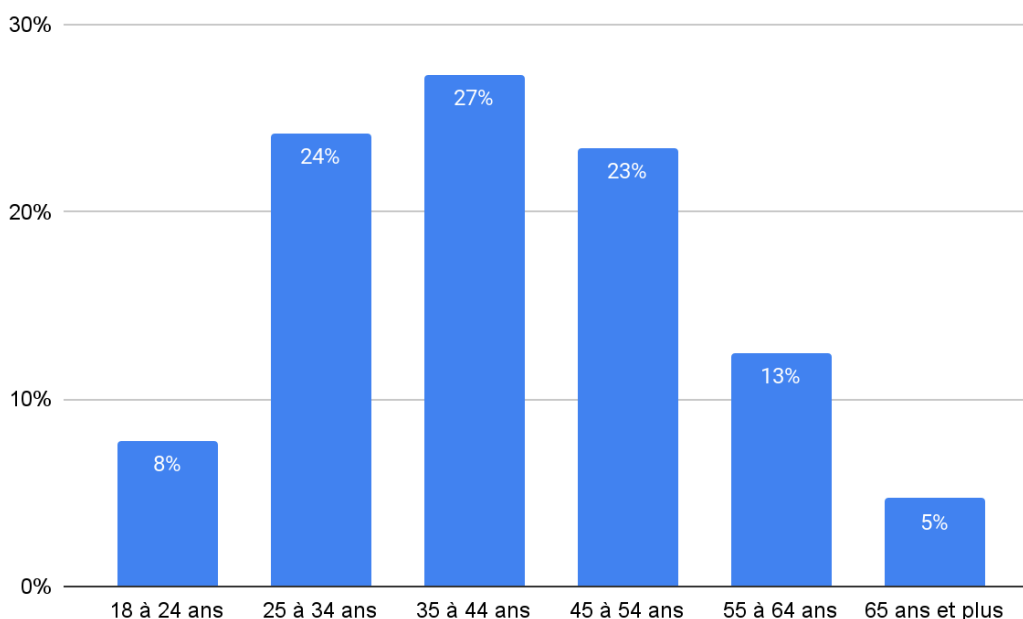
Oui	3,9%	5
Non	92,1%	117
Je préfère ne pas répondre	3,9%	5

6. Est-ce que vous ou vos parents êtes issus de l'immigration? (128 répondantEs)

Oui, je le suis	5,5%	7
Oui, mes parents le sont	3,1%	4
Non	90,6%	116
Je préfère ne pas répondre	0,8%	1

Bien que les personnes issues de l'immigration ou dont les parents sont issus de l'immigration ne représentent que 8,6% de la population répondante, des tendances concernant ce facteur ont pu être remarquées, notamment aux questions 16, 17 et 26.

7. À quel groupe d'âge appartenez-vous? (128 répondantEs)



8. Quelle est votre identité de genre? (126 répondantEs)

Femme	89,7%	113	Homme	10,3%	13	Non-binaire	0,0%	0
--------------	-------	-----	--------------	-------	----	--------------------	------	---

Note : Puisque l'échantillon de personnes s'identifiant comme non-binaires est nul, aucune analyse ne sera effectuée entre cette variable et les réponses au questionnaire.

9. Quelle est votre orientation amoureuse et/ou sexuelle? (125 répondantEs)

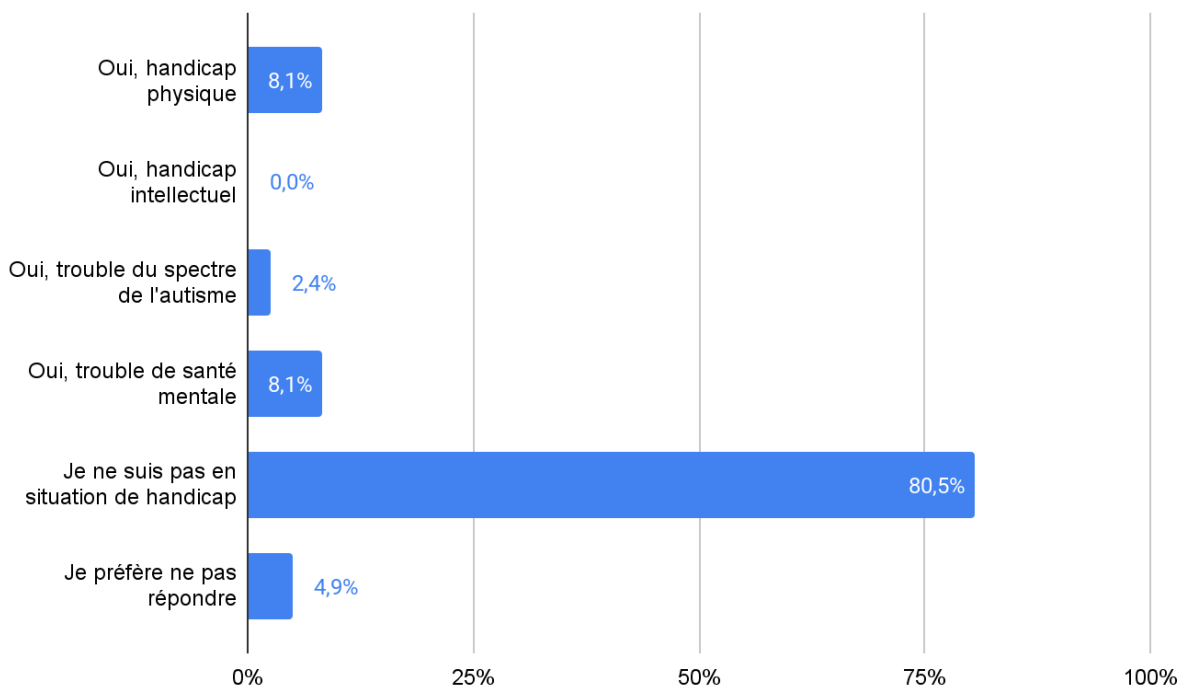
Gai(e)	1,6%	2	Pansexuel(le)	2,4%	3
Lesbienne	3,2%	4	Asexuel(le)	0,0%	0
Bisexuel(le)	8,8%	11	Non-définie	0,0%	0
Hétérosexuel(le)	81,6%	102	Autre (veuillez préciser)	2,4%	3

L'échantillon de personnes faisant partie de la diversité sexuelle représentant 18,4% de la population répondante, des corrélations ont pu être établies selon ce facteur, notamment aux questions 16, 20, 23, 24 et 28.

10. Quelle est votre situation conjugale? (128 répondantEs)

Célibataire	27,3%	35
En couple	24,2%	31
Conjoint(e) de fait	27,3%	35
Marié(e)	18,0%	23
Autre (veuillez préciser)	3,1%	4

11. Êtes-vous en situation de handicap? (plusieurs réponses possibles) (123 répondantEs)



12. Est-ce que vous vivez seul(e)?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (110 répondantes)

Oui	20,0%	22
Non, je vis avec un des colocataires	4,5%	5
Non, je vis avec mon ou ma partenaire	47,3%	52
Non, je vis avec un ou des membres de ma famille	28,2%	31

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

Oui	16,7%	2
Non, je vis avec un des colocataires	0,0%	0
Non, je vis avec mon ou ma partenaire	50,0%	6
Non, je vis avec un ou des membres de ma famille	33,3%	4

13. Quelle est votre occupation principale?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (113 répondantes)

Travail à temps plein	46,0%	52	Sans emploi	5,3%	6
Travail à temps partiel	15,9%	18	À la retraite	8,9%	10
Aux études	8,0%	9	Je préfère ne pas répondre	1,8%	2
Parent à la maison	4,4%	5	Autre (veuillez préciser)	9,7%	11

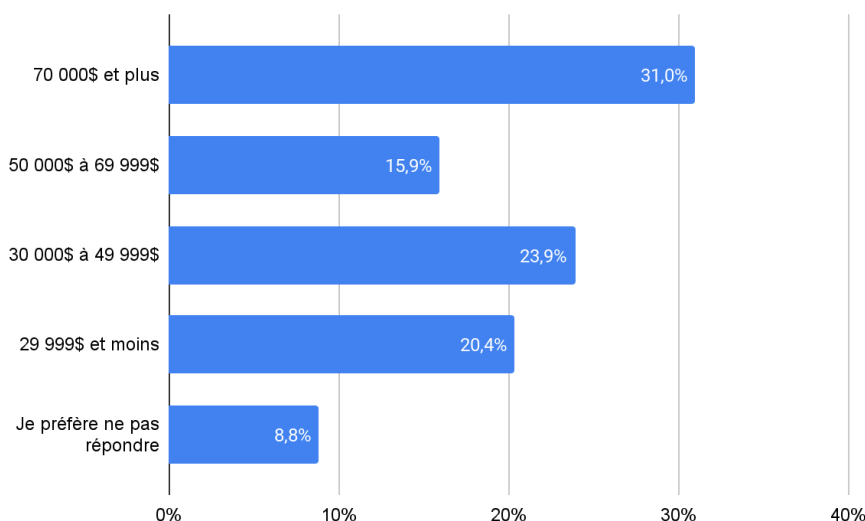
- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

Travail à temps plein	75,0%	9	Sans emploi	0,0%	0
Travail à temps partiel	8,3%	1	À la retraite	0,0%	0
Aux études	0,0%	0	Je préfère ne pas répondre	8,3%	1
Parent à la maison	0,0%	1	Autre (veuillez préciser)	0,0%	0

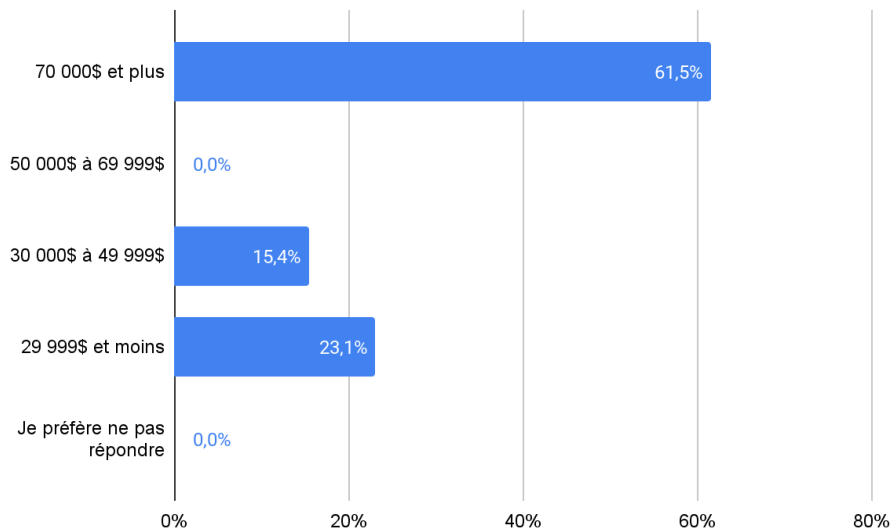
14. Quel est votre revenu familial moyen pour l'année 2023?

À titre de comparaison, en 2021, le seuil de faible revenu (après impôt) pour une personne seule vivant en région rurale s'élevait à 14 915\$. Pour un ménage de 2 personnes, cette même donnée s'élevait à 18 153\$.²⁷ Selon l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, en 2023, un revenu annuel viable pour une personne seule vivant à Sherbrooke serait de 28 767\$.²⁸

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (113 répondantes)



- Répondants s'identifiant au genre masculin (13 répondants)



²⁷ Statistique Canada (2023a)

²⁸ Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (2023)

Faits saillants :

- Les proportions d'hommes et de femmes vivant sous le seuil de faible revenu ou près de celui-ci sont similaires, mais la proportion d'hommes ayant un revenu familial au-dessus de 70 000\$ (61,5%) est significativement plus élevée que chez les femmes (31,0%).

15. Avez-vous des enfants d'âge mineur à charge?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (113 répondantes)

Oui	52,2%	59
Non	47,8%	54

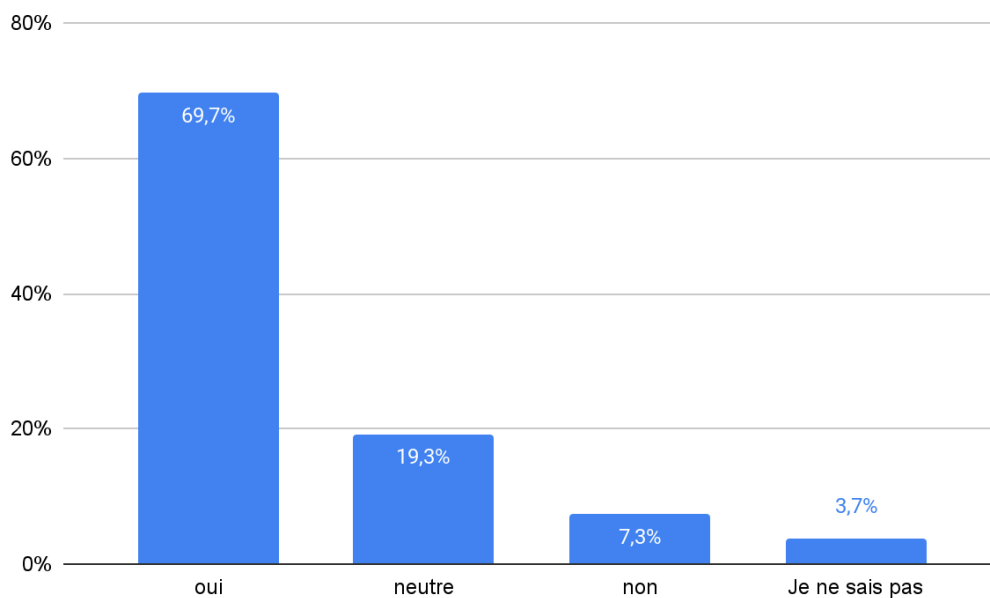
- Répondants s'identifiant au genre masculin (13 répondants)

Oui	46,2%	6
Non	53,8%	7

Bien-être et sentiment de sécurité

16. *Question sensible.* De manière générale, est-ce que vous vous sentez en sécurité dans votre municipalité?

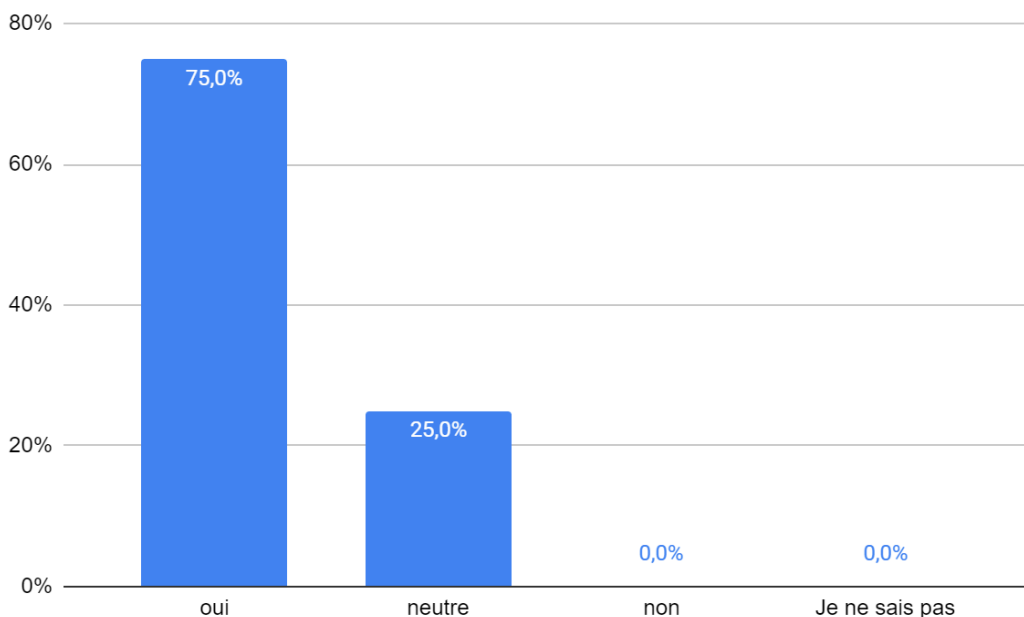
- Répondantes s'identifiant au genre féminin (109 répondantes)



-

« Certains regard et commentaires peut parfois me déstabiliser. »

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)



« Malheureusement y'aura toujours de l'homophobie, grossophobie, etc. »

Faits saillants et précisions :

- Aucun homme n'a indiqué ne pas se sentir en sécurité dans sa municipalité, contrairement à 7,3% des femmes.
- Les commentaires provenant des personnes faisant partie de la diversité sexuelle sont en lien avec les regards des gens, les commentaires, l'homophobie, etc., alors que ceux des personnes hétérosexuelles sont en lien avec l'isolement, la distance des premiers secours, la présence de voleur, etc.
- 27,3% des personnes issues de la diversité culturelle ont répondu non à la question, comparativement à 3,1% des personnes issues de l'immigration.

17. Question sensible. Pour chaque contexte, veuillez indiquer votre degré de bien-être :

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (109 répondantes)

	Chez moi	Dans mes déplacements	Dans les espaces publics	Dans mon réseau social	Sur internet
Je me sens bien	72,5%	63,2%	48,6%	62,4%	51,4%
	79	67	52	68	56
Je me sens assez bien, mais je pourrais être mieux	21,1%	22,6%	22,4%	26,6%	24,8%
	23	24	24	29	27
Je ne me sens ni bien ni mal	0,9%	6,6%	12,1%	3,7%	16,5%
	1	7	13	4	18
Je me sens rarement bien	2,8%	3,8%	9,4%	3,7%	3,7%
	3	4	10	4	4
Je ressens toujours un mal être	1,8%	2,8%	6,5%	1,8%	1,8%
	2	3	7	2	2
Je ne sais pas	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,0%
	1	1	1	1	0

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

« Toujours des craintes d'être arnaquée »

	Chez moi	Dans mes déplacements	Dans les espaces publics	Dans mon réseau social	Sur internet
Je me sens bien	66,7%	50,0%	50,0%	50,0%	41,7%
	8	6	6	6	5
Je me sens assez bien, mais je pourrais être mieux	25,0%	41,7%	25,0%	41,7%	33,3%
	3	5	3	5	4
Je ne me sens ni bien ni mal	0,0%	8,3%	16,7%	8,3%	8,3%
	0	1	2	1	1
Je me sens rarement bien	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%
	0	0	0	0	1
Je ressens toujours un mal être	8,3%	0,0%	8,3%	0,0%	0,0%
	1	0	1	0	0
Je ne sais pas	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%
	0	0	0	0	1

Précisions :

- 27,3% des personnes issues de l'immigration se sentent rarement bien ou toujours mal dans les espaces publics, comparativement à 11,7% pour les personnes non issues de l'immigration.

18. Dans votre quotidien, considérez-vous que vous vivez une, ou plusieurs, de ces situations? (plusieurs réponses possibles)

« I prioritize making sure we have groceries over paying certain bills. »

« Anxiété sociale »

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (108 répondantes)

J'ai de la difficulté à bien me nourrir	17,6%	19
Je ne peux pas toujours prendre mes médicaments	2,8%	3
J'ai de la difficulté à me loger	3,7%	4
J'ai de la difficulté à faire des activités de loisirs	38,0%	41
J'ai de la difficulté à me déplacer	9,3%	10
Je suis en retard dans mes paiements de facture	25,9%	28
Je dois me priver de plusieurs biens essentiels (produits pour l'hygiène, chauffage, etc.)	8,3%	9
Je m'endette	36,1%	39
Aucune de ces situations	38,0%	41

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

J'ai de la difficulté à bien me nourrir	16,7%	2
Je ne peux pas toujours prendre mes médicaments	16,7%	2
J'ai de la difficulté à me loger	0,0%	0
J'ai de la difficulté à faire des activités de loisirs	41,7%	5
J'ai de la difficulté à me déplacer	16,7%	2
Je suis en retard dans mes paiements de facture	16,7%	2
Je dois me priver de plusieurs biens essentiels (produits pour l'hygiène, chauffage, etc.)	16,7%	2
Je m'endette	16,7%	2
Aucune de ces situations	50,0%	6

Faits saillants :

- La situation la plus vécue par les hommes et les femmes est la difficulté à faire des activités de loisirs.
- Une importante proportion de femmes rapporte aussi des difficultés liées à l'endettement et au paiement des factures.

19. Question sensible. Au cours des 6 derniers mois, j'ai ressenti beaucoup de... (plusieurs réponses possibles).

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (109 répondantes)

	Toujours		Beaucoup		Neutre		Peu		Pas du tout	
Isolement	0,9%	1	27,5%	30	19,3%	21	28,4%	31	23,9%	26
Détresse	1,8%	2	17,4%	19	14,7%	16	33,9%	37	32,1%	35
Joie	8,3%	9	63,0%	68	20,4%	22	7,4%	8	0,9%	1
Inquiétude	11,0%	12	39,5%	43	18,4%	20	26,6%	29	4,6%	5
Sérénité	4,6%	5	31,5%	34	40,7%	44	14,8%	16	8,3%	9
Stress	23,9%	26	44,0%	48	14,7%	16	14,7%	16	2,8%	3
Tristesse	1,9%	2	28,7%	31	23,2%	25	37,0%	40	9,3%	10
Fierté	11,0%	12	39,5%	43	27,5%	30	18,3%	20	3,7%	4

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

	Toujours		Beaucoup		Neutre		Peu		Pas du tout	
Isolement	0,0%	0	8,3%	1	25,0%	3	58,3%	7	8,3%	1
Détresse	0,0%	0	16,7%	2	25,0%	3	16,7%	2	41,7%	5
Joie	8,3%	1	75,0%	9	8,3%	1	8,3%	1	0,0%	0
Inquiétude	8,3%	1	25,0%	3	33,3%	4	33,3%	4	0,0%	0
Sérénité	0,0%	0	41,7%	5	16,7%	2	33,3%	4	8,3%	1
Stress	16,7%	2	41,7%	5	8,3%	1	33,3%	4	0,0%	0
Tristesse	0,0%	0	16,7%	2	41,7%	5	8,3%	1	33,3%	4
Fierté	16,7%	2	50,0%	6	33,3%	4	0,0%	0	0,0%	0

Faits saillants :

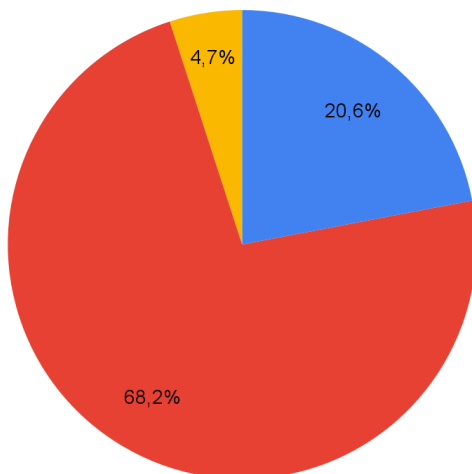
- 28,4% des femmes ressentent toujours ou, beaucoup d'**isolement** comparativement à 8,3% pour les hommes.
- Le stress est présent de manière significative chez les femmes (67,9%) et les hommes (58,4%).
- Les personnes dont la langue principale parlée à la maison est l'anglais ressentent davantage « toujours » de l'isolement (14,3%) que les personnes dont la langue principale est le français (0,0%).

Insécurité physique et psychologique

20. *Question sensible.* Durant les deux dernières années, avez-vous été victime d'un acte criminel?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (107 répondantes)

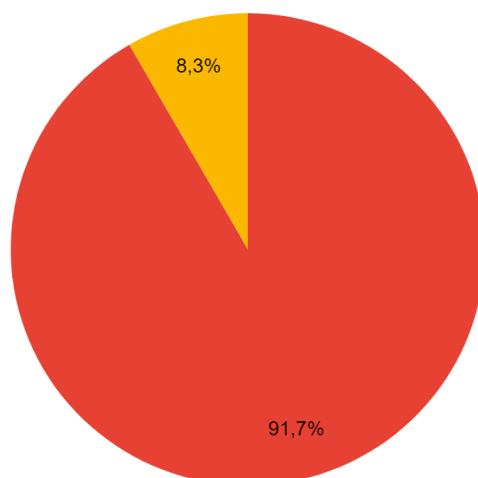
● Oui
● Non
● Je préfère ne pas répondre



« Durant ma relation avec mon ex-conjoint, je me suis déjà fais violer une fois, aucune plainte de faite. »

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

● Non
● Je préfère ne pas répondre



Faits saillants et précisions :

- Aucun homme n'a indiqué avoir été victime d'un acte criminel, contrairement à 20,6% des femmes.
- 13,1% des personnes hétérosexuelles ont répondu oui à la question, comparativement à 21,7% des personnes faisant partie de la diversité sexuelle.

21. Question sensible. Durant les deux dernières années, y a-t-il une ou des violences que vous avez vécues parmi celles-ci? (plusieurs réponses possibles)

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (107 répondantes)

Violence conjugale	16,8%	18
Agression à caractère sexuel	7,5%	8
Menaces	15,0%	16
Harcèlement psychologique	24,3%	26
Harcèlement sexuel	3,7%	4
Discrimination	7,5%	8
Maltraitance	4,7%	5
Agression physique	3,7%	4
Violence verbale	32,7%	35
Intimidation	20,6%	22
Cyberintimidation	5,6%	6
Violence familiale	12,2%	13
Violence économique	9,4%	10
Violence institutionnelle	5,6%	6
Aucune de ces situations	39,3%	42
Je préfère ne pas répondre	5,6%	6

Personne à l'origine de la situation pour les femmes ayant vécu une agression à caractère sexuelle

Partenaire ou ex-partenaire intime : 26,2%
Proche : 23,5%
Collègue : 10,0%
EmployeurE : 10,0%

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

Violence conjugale	0,0%	0
Agression à caractère sexuel	0,0%	0
Menaces	25,2%	3
Harcèlement psychologique	16,7%	2
Harcèlement sexuel	0,0%	0
Discrimination	8,3%	1
Maltraitance	0,0%	0
Agression physique	0,0%	0
Violence verbale	8,3%	1
Intimidation	25,0%	3
Cyberintimidation	16,7%	2
Violence familiale	0,0%	0
Violence économique	8,3%	1
Violence institutionnelle	0,0%	0
Aucune de ces situations	50,0%	6
Je préfère ne pas répondre	8,3%	1

« Violence verbale de ma belle-mère pendant un an »

Faits saillants :

- Bien que près de 70% des femmes avaient répondu ne pas avoir été victimes d'un acte criminel, seulement 39,3% d'entre elles ont indiqué n'avoir été victimes d'aucune des situations dans la liste.
- Bien que tous les hommes avaient répondu ne pas avoir été victimes d'un acte criminel, seulement 50% d'entre eux ont indiqué n'avoir été victimes d'aucune des situations dans la liste.

Insécurité physique et psychologique : ressources

22. Question sensible. Qui était à l'origine de cette ou ces situations? (plusieurs réponses possibles)

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (90 répondantes)

Un(e) partenaire intime	13,3%	12
Un(e) ex-partenaire intime	22,2%	20
Un(e) proche	17,8%	16
Un(e) professionnel(le)	3,3%	3
Un(e) collègue	8,9%	8
Un(e) employeur(e)	11,1%	10
Un(e) propriétaire	2,2%	2
Un(e) inconnu(e)	5,6%	5
Je préfère ne pas répondre	23,3%	21

- Répondants s'identifiant au genre masculin (11 répondants)

Un(e) partenaire intime	0,0%	0
Un(e) ex-partenaire intime	9,1%	1
Un(e) proche	9,1%	1
Un(e) professionnel(le)	9,1%	1
Un(e) collègue	18,2%	2
Un(e) employeur(e)	0,0%	0
Un(e) propriétaire	0,0%	0
Un(e) inconnu(e)	36,4%	4
Je préfère ne pas répondre	27,3%	3

Faits saillants :

- Chez les femmes, les situations vécues sont le plus souvent causées par des personnes proches (ex-partenaire intime, proche, partenaire intime), alors que chez les hommes, les situations sont causées plus souvent par des personnes inconnues que par des proches.

23. Question sensible. Êtes-vous allé chercher une ressource extérieure? (ligne d'écoute, intervenant, organisme, etc.)

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (102 répondantes)

Oui	33,3%	34
Non	40,2%	41
Ne s'applique pas	26,5%	27

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

Oui	33,3%	4
Non	25,0%	3
Ne s'applique pas	41,7%	5

« Je suis en attente de voir un psychiatre au CLSC »

Faits saillants et précisions :

- Une proportion équivalente de femmes et d'hommes sont allés chercher de l'aide.
- 24,5% des personnes hétérosexuelles sont allées chercher de l'aide, comparativement à 43,5% des personnes faisant partie de la diversité sexuelle.
- Aucune des personnes dont la langue principale parlée à la maison est l'anglais n'est allé chercher de l'aide, contrairement à plus de 30% des personnes dont la langue principale est le français.

24. Question sensible. Si vous avez eu recours à une ressource, a-t-elle été bénéfique pour vous?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (101 répondantes)

Oui	22,8%	23
Non	2,0%	2
Ne s'applique pas	66,3%	67
Autre ou commentaire	8,9%	9

« Bonne écoute pour ventiler mais aucun moyen d'action concret pour faire cesser les agressions »

- Répondants s'identifiant au genre masculin (12 répondants)

Oui	25,0%	3
Non	8,3%	1
Ne s'applique pas	66,7%	8
Autre ou commentaire	0,0%	0

« Oui, ça m'a fait beaucoup réaliser des choses que je vivais, de mettre les bons mots sur ce que je vivais. »

Faits saillants :

- Une très faible proportion des femmes qui ont eu recours à une ressource (2%) ne l'ont pas trouvé bénéfique, comparativement à 8,3% des hommes.
- Aucune personne de la diversité sexuelle n'a répondu non à la question.

25. Question sensible. Si vous n'avez pas eu recours à une ressource, pourquoi?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (96 répondantes)

Je ne crois pas en avoir besoin	7,3%	7
Je ne savais pas où aller	3,1%	3
Je n'avais pas la motivation	1,0%	1
Je ne crois pas que cela m'aurait aidé	11,5%	11
Les ressources disponibles ne sont pas adaptées à mes besoins (langue, accessibilité physique, etc.)	0,0%	0
Il y a un trop gros délai d'attente	12,5%	12
Ne s'applique pas	54,2%	52
Autre ou commentaire	10,6%	10

- Répondants s'identifiant au genre masculin (11 répondants)

Je ne crois pas en avoir besoin	27,3%	3
Je ne savais pas où aller	9,1%	1
Je n'avais pas la motivation	0,0%	0
Je ne crois pas que cela m'aurait aidé	0,0%	0
Les ressources disponibles ne sont pas adaptées à mes besoins (langue, accessibilité physique, etc.)	0,0%	0
Il y a un trop gros délai d'attente	0,0%	0
Ne s'applique pas	63,6%	7
Autre ou commentaire	0,0%	0

« Non seulement qu'il y a un trop gros délai d'attente mais aussi que le peu de ressources disponibles ne sont pas assez qualifiées (ni en connaissances, ni en expérience) »

« Je ne crois pas qu'ils auraient pu m'aider. J'aurais aimé parler à un psychologue (ayant eu plusieurs expériences négatives avec des travailleurs sociaux), mais le tout est très cher et les listes d'attentes sont interminables. »

« No need, personal network to help. »



Ressources sur le territoire

26. Pour chaque organisme, cochez la ou les cases applicables (plusieurs réponses possibles). (103 répondantEs)

	Je reçois les services et je suis satisfait(e)		Je reçois actuellement des services et je suis insatisfait(e).		Je connais l'organisme, mais ne reçois pas de services.		Je connais l'organisme, mais les services ne me sont pas accessibles.		Je ne connais pas.	
CIUSSS-Estrie CHUS	23,3%	24	9,7%	10	57,3%	59	7,9%	5	<u>4,9%</u>	5
La Sûreté du Québec	5,9%	6	2,9%	3	84,3%	86	2,0%	2	<u>4,9%</u>	5
Transport de personnes HSF	4,9%	5	3,9%	4	76,5%	78	4,9%	5	<u>9,8%</u>	10
Étincelles de Bonheur du Haut-Saint-François	2,9%	3	0,0%	0	63,7%	65	2,0%	2	31,4%	32
Centre d'action bénévole du Haut-Saint-François	2,9%	3	0,0%	0	72,6%	74	2,0%	2	22,6%	23
Maison d'hébergement La Méridienne	5,8%	6	0,0%	0	67,0%	69	1,0%	1	26,2%	27
La Relève du Haut-Saint-François	19,6%	20	0,0%	0	56,9%	58	1,0%	1	22,6%	23
Centre de services éducatifs populaires du Haut-Saint-François	1,0%	1	0,0%	0	54,4%	56	1,0%	1	43,7%	45
Cuisines Collectives du Haut-Saint-François	8,7%	9	0,0%	0	77,7%	80	1,9%	2	<u>11,7%</u>	12
Virage Santé mentale	2,9%	3	0,0%	0	66,4%	69	2,9%	3	27,9%	29
Aide à domicile Haut-Saint-François	0,0%	0	1,9%	2	77,9%	81	3,9%	4	16,4%	17
Moisson Cookshire	1,0%	1	0,0%	0	81,2%	82	3,0%	3	14,9%	15
Centre des femmes du Haut-Saint-François - La Passerelle	14,6%	15	2,9%	3	68,0%	70	1,0%	1	13,6%	14

	Je reçois les services et je suis satisfait(e)		Je reçois actuellement des services et je suis insatisfait(e).		Je connais l'organisme, mais ne reçois pas de services.		Je connais l'organisme, mais les services ne me sont pas accessibles.		Je ne connais pas.	
Moisson Haut-Saint-François	2,9%	3	1,9%	2	77,7%	80	2,9%	3	14,6%	15
Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-François	3,9%	4	1,0%	1	78,4%	80	4,9%	5	11,8%	12
CALACS Estrie	3,9%	4	0,0%	0	62,1%	64	0,0%	0	34,0%	35
CAVAC Estrie	8,7%	9	1,0%	1	59,2%	61	1,0%	1	30,1%	31
TransEstrie	2,0%	2	1,0%	1	44,1%	45	2,9%	3	50,0%	51
Rebâtir	1,0%	1	1,0%	1	24,5%	25	1,0%	1	72,5%	74
SOS Violence conjugale	3,9%	4	1,9%	2	75,7%	78	0,0%	0	18,5%	19
Interligne	0,0%	0	0,0%	0	25,5%	26	1,0%	1	73,5%	75

Précisions et faits saillants :

- Certains organismes sont significativement moins connus par les hommes : Centre des femmes du Haut-Saint-François la Passerelle, Moisson Cookshire, La Relève du Haut-Saint-François.
- Les organismes régionaux (qui n'ont pas de point de service dans le Haut-Saint-François) sont en général moins connus que la plupart des organismes locaux.
- Certains organismes sont connus par 90% ou plus des répondantes et répondants : CIUSSS Estrie-CHUS, Sûreté du Québec, Transport de personnes HSF, Cuisines collectives du Haut-Saint-François, Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-François.
- Une faible proportion des personnes qui reçoivent des services sont insatisfaites de ceux-ci.
- Pour la majorité des organismes, il y a une plus grande proportion de personnes issues de l'immigration que de personnes non issues de l'immigration qui ont répondu « Je ne connais pas ».

« Uncomfortable to ask services from transestrie since my child is trans, not me »

« manque de sous pour avoir ce service à temps plein »

27. Avez-vous déjà vécu des obstacles pour accéder à des services?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (93 répondantes)

Oui	35,5%	33
Non	55,9%	52
Je préfère ne pas répondre	8,6%	8

- Répondants s'identifiant au genre masculin (9 répondants)

Oui	22,2%	2
Non	66,7%	6
Je préfère ne pas répondre	11,1%	1

« Hard to have services after business hours, and on zoom »

« J'essaie d'avoir des services en santé mentale, mais le temps d'attente est long »

« Orgueil, manque de connaissance, l'argent »

« la personne n'avait pas d'argent pour ses déplacements pour aller les rencontrer... »

28. De quelle nature étaient ces obstacles?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (79 répondantes)

Financiers	16,1%	13
Linguistiques	1,2%	1
Éloignement géographique/transport	4,9%	4
Obstacles physiques (handicap)	1,2%	1
Je n'ai pas trouvé de ressource	4,9%	4
Je craignais pour ma sécurité si j'allais chercher de l'aide	3,7%	3
Aucun service ne répond à mes besoins	1,2%	1
Ne s'applique pas	66,7%	54

- Répondants s'identifiant au genre masculin (8 répondants)

Financiers	12,5%	1
Linguistiques	0,0%	0
Éloignement géographique/transport	0,0%	0
Obstacles physiques (handicap)	0,0%	0
Je n'ai pas trouvé de ressource	0,0%	0
Je craignais pour ma sécurité si j'allais chercher de l'aide	0,0%	0
Aucun service ne répond à mes besoins	0,0%	0
Ne s'applique pas	87,5%	7

Précisions :

- Les personnes de la diversité sexuelle ont commenté davantage par rapport au sentiment de sécurité et à la honte, alors que les personnes hétérosexuelles ont noté les délais de prise en charge et les heures d'ouverture des services.

« I was afraid for my safety if I went to get help »

« Les activités offerte sont sur mes heures de travail: cab et passerelle »

« Liste d'attente très longue au CIUSSS et transport de personne les horaires ne sont pas adaptées. »

« La honte d'aller chercher les services »

29. Question sensible. Dans l'éventualité où je serais victime d'un acte criminel prochainement, je (plusieurs réponses possibles) :

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (94 répondantes)

Contacterais un organisme	55,3%	52
Contacterais les services policiers	70,2%	66
Me confierais à un(e) proche	66,0%	62
Aucune de ces réponses	4,3%	4

- Répondants s'identifiant au genre masculin (9 répondants)

Contacterais un organisme	55,6%	5
Contacterais les services policiers	77,8%	7
Me confierais à un(e) proche	44,4%	4
Aucune de ces réponses	11,1%	1

30. Est-ce que les ressources disponibles dans votre région sont suffisantes pour vos besoins?

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (93 répondantes)

Oui, beaucoup	33,3%	31
Oui, vaguement	35,5%	33
Non, pas vraiment	16,1%	15
Non, pas du tout	0,0%	0
Je ne sais pas	15,1%	14

- Répondants s'identifiant au genre masculin (9 répondants)

Oui, beaucoup	33,3%	3
Oui, vaguement	22,2%	2
Non, pas vraiment	0,0%	0
Non, pas du tout	11,1%	1
Je ne sais pas	33,3%	3

31. De quels services auriez-vous davantage besoin? (plusieurs réponses possibles)

- Répondantes s'identifiant au genre féminin (90 répondantes)

	Beaucoup		Un peu		Neutre		Pas du tout	
Du transport collectif pour pouvoir accéder aux services	18,0%	16	18,0%	16	13,5%	12	50,6%	45
Des sources d'informations simples et accessibles	22,5%	20	37,1%	33	19,1%	17	21,4%	19
D'information et d'aide pour porter plainte	16,7%	15	32,2%	29	28,9%	26	22,2%	20
Des ressources pour mieux connaître vos droits ou pour les défendre	33,3%	30	25,6%	23	21,1%	19	20,0%	18
Des organismes dans lesquels vous pouvez vous impliquer	13,5%	12	38,2%	34	31,5%	28	16,8%	15
Des ressources de soutien pour les personnes victimes d'actes criminels	20,0%	18	32,2%	29	23,3%	21	24,4%	22
Des ressources en santé mentale	38,2%	34	27,0%	24	16,9%	15	18,0%	16

- Répondants s'identifiant au genre masculin (9 répondants)

	Beaucoup		Un peu		Neutre		Pas du tout	
Du transport collectif pour pouvoir accéder aux services	11,1%	1	11,1%	1	55,6%	5	22,2%	2
Des sources d'informations simples et accessibles	22,2%	2	44,4%	4	11,1%	1	22,2%	2
D'information et d'aide pour porter plainte	22,2%	2	22,2%	2	22,2%	2	33,3%	3
Des ressources pour mieux connaître vos droits ou pour les défendre	22,2%	2	33,3%	3	22,2%	2	22,2%	2
Des organismes dans lesquels vous pouvez vous impliquer	0,0%	0	66,7%	6	11,1%	1	22,2%	2
Des ressources de soutien pour les personnes victimes d'actes criminels	0,0%	0	22,2%	2	44,4%	4	33,3%	3
Des ressources en santé mentale	12,5%	1	37,5%	3	12,5%	1	37,5%	3

Précisions :

- Les personnes anglophones indiquent avoir davantage besoin (un peu ou beaucoup) de sources d'informations simples et accessibles (75,0%), d'information et d'aide pour porter plainte (75,0%) et de ressources pour mieux connaître et défendre leurs droits (100,0%).

Conclusion

Cette recherche-action visait à cibler les besoins et les enjeux des personnes victimes de violences basées sur le genre vivant sur le territoire du Haut-Saint-François. Les besoins et les enjeux abordés étaient séparés en quatre sujets: 1. bien-être et sentiment de sécurité, 2. insécurité physique et psychologique, 3. insécurité physique et psychologique : ressources, 4. ressources sur le territoire.

Voici un résumé des faits saillants des réponses recueillies auprès de 129 personnes :

Bien-être et sentiment de sécurité

Le sentiment d'insécurité dans sa propre municipalité est plus élevé pour les répondantes s'identifiant au genre féminin (7,3%) et les personnes issues de l'immigration (27,3%) que pour les hommes (0,0%). Ce sentiment d'insécurité est davantage lié aux regards des gens, aux commentaires ou à l'homophobie pour les personnes faisant partie de la diversité sexuelle, alors que pour les personnes hétérosexuelles, ce sentiment est lié davantage à l'isolement, à la distance des premiers secours ou à la présence de voleurs.

Comme dans leurs propres municipalités, les personnes issues de l'immigration ressentent davantage un mal-être dans les lieux publics (27,3%) que les personnes qui ne sont pas issues de l'immigration (11,7%). Ceci confirme ce que la littérature nous dit, à savoir que les femmes immigrantes font face à de nombreuses barrières structurelles, comme l'accès à des services adaptés à leur réalité ou la barrière linguistique, qui augmente leur vulnérabilité lorsqu'elles se retrouvent en situation de violence²⁹.

Tous genres confondus, la difficulté à faire des activités de loisirs est marquée parmi la population répondante, soit pour 38,0% des femmes et 41,7% des hommes. Beaucoup de femmes vivent aussi de l'endettement (36,1%) et du retard dans les paiements de factures (25,9%).

Le stress est présent « toujours » ou « beaucoup » pour une grande partie des femmes (67,9%) et des hommes (58,4%) et les femmes ressentent plus d'isolement (28,4%) que les hommes (8,3%).

Les personnes dont la langue principale parlée à la maison est l'anglais ressentent davantage « toujours » de l'isolement (14,3%) que les personnes dont la langue principale est le français (0,0%).

Insécurité physique et psychologique

Aucun homme n'a indiqué avoir été victime d'un acte criminel, contrairement à 20,6% des femmes.

²⁹ Voir notamment CPRMV 2021, INSPQ 2023, Ministère de la Justice 2000.

L'appartenance à la diversité sexuelle semble aussi avoir un effet sur la réponse à cette question, puisque 13,1% des personnes hétérosexuelles ont répondu oui à la question, comparativement à 21,7% des personnes faisant partie de la diversité sexuelle.

La méconnaissance de ce qu'est un acte criminel semble présente chez certaines répondantes ; même si près de 70% d'entre elles avaient répondu ne pas avoir été victimes d'un acte criminel, seulement 39,3% d'entre elles ont indiqué n'avoir été victimes d'aucune des situations que nous avons listées, liste qui comprenait beaucoup d'actes criminels. Chez les répondantes, les situations les plus vécues sont la violence verbale (32,7%), le harcèlement psychologique (24,3%), l'intimidation (20,6%), la violence conjugale (16,8%) et les menaces (15,0%). Voici encore une fois la preuve que le Haut-Saint-François n'échappe pas aux statistiques! En effet, la littérature nous dit notamment que les raisons pour lesquelles les personnes victimes de harcèlement sexuel au travail ne portent pas plainte sont principalement liées au fait qu'elles *ignorent* que les gestes posés étaient assez graves pour constituer un acte criminel (26% des femmes, 33% des hommes)³⁰.

Cette situation est aussi remarquée chez les répondants s'identifiant au genre masculin. Aucun d'entre eux n'ayant répondu avoir été victime d'un acte criminel, ce sont seulement 50% des hommes répondants qui ont répondu n'avoir vécu aucune situation dans la liste. Les situations les plus vécues par les hommes sont les menaces (25,2%), l'intimidation (25,0%), le harcèlement psychologique (16,2%) et la cyberintimidation (16,2%).

Insécurité physique et psychologique : ressources

Chez les femmes, les situations vécues sont le plus souvent causées par des personnes proches, comme l'ex-partenaire intime (22,2%), unE proche (17,8%), unE partenaire intime (13,3%), alors que chez les hommes, les situations sont causées plus souvent par des personnes inconnues (36,4%) que par des personnes proches (27,3%). Ici aussi, ces données locales correspondent à ce qui est documenté pour l'ensemble du Canada. De 2011 à 2021, la police a en effet déclaré 1 125 homicides de femmes et de filles liés au genre au Canada. Parmi ces homicides, seul 1 % des cas avait été commis par un étranger³¹.

Bien qu'une proportion équivalente d'hommes (33,3%) et de femmes (33,3%) soient allés chercher de l'aide, seulement 24,5% des personnes hétérosexuelles sont allées chercher de l'aide, comparativement à 43,5% des personnes faisant partie de la diversité sexuelle.

Aucune des personnes dont la langue principale parlée à la maison est l'anglais n'est allée chercher de l'aide, contrairement à plus de 30% des personnes dont la langue principale est le français.

Une très faible proportion des femmes qui ont eu recours à une ressource (2%) ne l'ont pas trouvé bénéfique, comparativement à 8,3% des hommes. Aucune personne de la diversité sexuelle a indiqué que la ressource à laquelle elle a eu recours n'a pas été bénéfique.

³⁰ Cox, Gesualdi-Fecteau et Laflamme 2023:14.

³¹ Sutton 2023:3.

Ressources sur le territoire

Certains organismes sont significativement moins connus par les hommes : Centre des femmes du Haut-Saint-François la Passerelle, Moisson Cookshire, La Relève du Haut-Saint-François.

Les organismes régionaux (qui n'ont pas de point de service dans le Haut-Saint-François) sont en général moins connus que la plupart des organismes locaux.

Certains organismes sont connus par 90% ou plus des répondantes et répondants : CIUSSS Estrie-CHUS, Sûreté du Québec, Transport de personnes HSF, Cuisines collectives du Haut-Saint-François, Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-François.

Une faible proportion des personnes (hommes et femmes) qui reçoivent des services sont insatisfaites de ceux-ci.

Pour la majorité des organismes, il y a une plus grande proportion de personnes issues de l'immigration que de personnes non issues de l'immigration qui ont répondu « Je ne connais pas ».

Les principales ressources manquantes sur le territoire identifiées par la population répondante sont des sources d'informations simples et accessibles, de l'information, de l'aide pour porter plainte et des ressources pour mieux connaître et défendre leurs droits.

Identification des enjeux prioritaires

À la lumière des réponses récoltées, le comité de pilotage du projet s'est réuni pour déterminer les enjeux prioritaires soulevés par la population répondante. Ces enjeux se regroupent en trois axes :

1. **Reconnaître** (la violence basée sur le genre)
2. **Côtoyer** (l'agresseur en milieu rural)
3. **Connaître** (les enjeux, les ressources et les solutions)

Une recherche documentaire concernant ces 3 enjeux (voir Annexe A) a permis de constater que les préoccupations locales rejoignent ceux fréquemment nommés dans la littérature québécoise, canadienne et mondiale sur le sujet. Dans un désir de changement, un large consensus invite à l'implication des efforts intégrés et concertés de plusieurs secteurs vers une approche globale, décloisonnée et qui considère l'ensemble des stades et des milieux de vie. En ce sens, un cahier d'actions (voir Annexe B) et une liste de formations ciblées pour la région du Haut-Saint-François (voir Annexe C) ont été conçus en s'inspirant des meilleures pratiques avancées par les spécialistes du sujet.

Ce sont donc ces outils qui ont encadré les réflexions lors de la séance d'idéation collective qui a eu lieu le mercredi 4 septembre 2024 et qui a regroupé 37 partenaires de la région provenant des organisations suivantes :

- Association féministe d'éducation et d'action sociale (AFÉAS) Cookshire
- Animation Jeunesse Haut-Saint-François, maison de jeunes
- Bureau du député de la circonscription de Mégantic
- Centre d'Action Bénévole du Haut-Saint-François
- Centre d'éducation des adultes - Centre de services scolaire des Hauts-Cantons
- Centre de services éducatifs populaires du Haut-Saint-François
- Centre des femmes du Haut-Saint-François La Passerelle
- CIUSSS de l'Estrie CHUS
- CLSC East-Angus
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Etoile DUO
- Fédération des Communautés Culturelles de l'Estrie
- Intro travail, services spécialisés en développement de l'employabilité et en orientation
- La Méridienne, maison d'aide et d'hébergement aux femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants
- La Relève, organisme famille
- Moisson Haut-Saint-François
- Mairie des municipalités d'East Angus et de Lingwick
- MRC du Haut-Saint-François (préfet)
- Réseau estrien en développement social
- Service d'aide aux Néo-Canadiens

Au terme de cette activité partenariale, où plusieurs pistes de solutions et partenariats ont émergé, le comité de pilotage, composé de la Corporation de développement communautaire, du centre des femmes la Passerelle et de La Méridienne, maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants, a pu travailler un plan de mise en œuvre, qui est présenté dans les pages qui suivent.

Le comité de pilotage est impatient de mettre en pratique ce plan de mise en œuvre composé d'actions concertées, afin de maximiser les résultats de nos actions et d'assurer notre progression vers un Haut-Saint-François plus sécuritaire pour les filles et les femmes.

Merci à celles et ceux qui ont à cœur la sécurité de nos milieux et qui ont pris le temps de contribuer, de près ou de loin à la réussite de ce projet.

Références

Affaires municipales et Habitation Québec (2023). *Populations et superficies des MRC de l'Estrie*, [en ligne].

Armstrong, L. (2022). « N.S mass shooting inquiry hears domestic violence often downplayed in rural areas : Community closeness and social cohesion in rural areas 'has a double edge,' sociologist says », The Canadian Press, publié le 1er juillet 2022[en ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/inquiry-domestic-viole>

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (2018). *Prévenir et contrer l'intimidation...même chez les personnes âgées !* (AQDR), Hiver 2018.

Au bas de l'échelle (2022). Mémoire d'Au bas de l'échelle (ABE) Présenté au Comité d'expertes sur le harcèlement ou l'agression 4 avril 2022.

Baril, K et J. Laforest (2018). « Les agressions sexuelles », Chapitre 3 Tiré du *Rapport québécois sur la violence et la santé*, Institut national de santé publique du Québec.

Burczycka, M. (2021). *Expériences de comportements sexualisés inappropriés, d'agressions sexuelles et de discrimination fondée sur le genre vécues par les travailleurs dans les provinces canadiennes, 2020* [en ligne], Statistique Canada, « Juristat ».

Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) (2024), *Déclaration de services*, CAVAC de la région de l'Estrie.

Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (2021), *Les actes à caractère haineux au Québec : un état des lieux*, Montréal, décembre 2021.

Centre Muriel McQueen Fergusson pour la violence familiale (2016). *Les réalités auxquelles les fournisseurs de services ainsi que les survivantes de violence conjugale en milieu rural font face lorsqu'ils ont recours au système juridique*, Université du Nouveau-Brunswick, Fredericton.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (s.d.). « Le harcèlement sexuel » [en ligne]. <https://www.cdpcj.qc.ca/fr/vos-droits/qu-est-ce-que/le-harcelement-sexuel>; (consulté le 26 juillet 2024).

Conroy, S. (2021). *La violence familiale au Canada :un profil statistique, 2019* [en ligne], Statistique Canada, « Juristat ».

Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François. (2023) *Milieus sécurisés - rapport final*.

Cotter, A. (2021). *La victimisation criminelle au Canada, 2019* [en ligne], Statistique Canada, « Juristat ».

Cotter, A et M. Burczycka (2023). Les inconduites sexuelles dans les Forces armées canadiennes, 2022 [en ligne], Statistique Canada, 5 décembre 2-23.

Cox, R., D. Gesualdi-Fecteau et A.-M. Laflamme (2023). *Mettre fin au harcèlement sexuel dans le cadre du travail : Se donner les moyens pour agir* [en ligne], Montréal : Québec, Comité chargé d'analyser les recours en matière de harcèlement sexuel et d'agressions sexuelles au travail.

Doherty D. et J. Hornosty. (2008) « La culture des armes à feu en milieu rural: Impact sur la violence contre les femmes » dans *Violences faites aux femmes*, Archand S. et D. Damant dir., Presses de l'Université du Québec, 2008.

Femmes et Égalité des genres Canada. (2022) Qu'est-ce que la violence fondée sur le sexe? <https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/violence-fondee-sexe/a-propos-violence-fondee-sexe.html>

Ferron, Charles. 13 juin 2024; « *La crise du logement force plusieurs femmes à rester dans un contexte de violence conjugale* », La Tribune [en ligne]; (consulté le 22 août 2024).

Fondation canadienne des femmes (s.d). « Qu'est-ce que la violence fondée sur le genre? », <https://canadianwomen.org/fr/les-faits/violence/>; (consulté le 16 juillet 2024).

Fondation canadienne des femmes (2023). « Les deux tiers des personnes au Canada connaissent une femme qui a vécu de la violence » [en ligne], Canadian Women's Foundation, 30 nov, 2023.

Fonds des Nations unies pour la population (s.d). *Prise en charge de la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence: Guide d'accompagnement de la formation en ligne*. [en ligne].

Front d'action populaire en réaménagement urbain - FRAPRU - (2019). Dossier noir: *Femmes, logement et pauvreté, 5e Édition*, Mars 2019 [en ligne].

Gouvernement du Québec (2020). *Rebâtir la confiance*, Rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale [en ligne], Secrétariat à la condition féminine : www.scf.gouv.qc.ca.

Ibrahim, D. (2021). *La traite des personnes au Canada, 2019* [en ligne], Statistique Canada, « Juristat ».

Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (2023) *Le revenu viable 2023: dans la spirale de l'inflation et des baisses d'impôt* [en ligne].

Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (2024) *Le revenu viable en 2024 : Sortir de la pauvreté dans un contexte de crise du logement* [en ligne].

Institut national de santé publique du Québec. (2022) *Statistiques sur les agressions sexuelles* [en ligne].

Institut national de santé publique du Québec. (2023) *Contexte de vulnérabilité : femmes immigrantes* [en ligne].

Jaffray, B. (2020). *Les expériences de victimisation avec violence et de comportements sexuels non désirés vécues par les personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et d'une autre minorité sexuelle, et les personnes transgenres au Canada, 2018* [en ligne], Statistique Canada, «Juristat ».

Laforest, J. et D. Gagné. (2018). « La violence conjugale », Chapitre 5 Tiré du *Rapport québécois sur la violence et la santé*, Institut national de santé publique du Québec.

Laforest, J., Maurice, P. et Bouchard, L M. (dir.). (2018). *Rapport québécois sur la violence et la santé*. Montréal : Institut national de santé publique du Québec.

MacGregor, J.C.D, C. N. Wathen et B. J. MacQarrie (2016). *Domestic Violence in the Canadian Workplace: Are Coworkers Aware?* , Safety and Health at Work, Volume 7, Issue 3, September 2016, Pages 244-250.

Ministère de la Justice (2000). *Étude sur la violence envers les femmes en milieu rural ontarien (ORWAS) : rapport final*. [en ligne], Gouvernement du Canada.

Ministère de la Justice (2009). *Une estimation de l'incidence économique de la violence conjugale au Canada en 2009*. [en ligne], Gouvernement du Canada.
https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/jp-cj/vf-fv/rr12_7/p0.html, consulté le 5 août 2024.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2022). *Harcèlement sexuel dans les milieux de travail québécois - Recours, prévalence et enjeux* [en ligne], Gouvernement du Québec.

Moreau, G., B. Jaffray et A. Amrstrong (2020), *Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2019* [en ligne], Statistique Canada, « Juristat ».

Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation (2022), *#cestunféminicide Comprendre les meurtres de femmes et de filles liés au sexe et au genre au Canada de 2018 à 2022*, OCFJR.

Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI) (s.d). *Un avenir sans violence basée sur le genre: Renforcer la résilience des nouveaux arrivants grâce à l'éducation communautaire. Une trousse d'outils de sensibilisation pour les fournisseurs de services*. La version française a été développée en partenariat avec le Mouvement Ontarien des Femmes Immigrantes Francophones (MOFIF).[en ligne].

ONU Femmes (2019), *Éléments nécessaires : soutenir une évolution culturelle pour mettre fin au harcèlement sexuel*, ONU Femmes, New York, septembre 2019.

ONU Femmes. (2023) *Faits et chiffres : Mettre fin à la violence à l'égard des femmes*. <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures#84143>.

OXFAM. (2023) *En finir avec la violence faite aux femmes et aux filles*. <https://www.oxfam.org/fr/agir/campagnes/les-violences-faites-aux-femmes-et-aux-filles-ca-suffit/en-finir-avec-les-violences-faites-aux-femmes-et-aux-filles>.

Parent, S. et K. Fortier (2018). « La violence envers les athlètes dans un contexte sportif » Chapitre 8 Tiré du *Rapport québécois sur la violence et la santé*, Institut national de santé publique du Québec.

Pelletier, M., Lippel, K. et Vézina, M. (2018). « La violence en milieu de travail » Chapitre 9 Tiré du *Rapport québécois sur la violence et la santé*, Institut national de santé publique du Québec.

Poste de la MRC de Brome-Missisquoi de la Sûreté du Québec. (2022) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2021 au 31 mars 2022*. [en ligne].

Poste de la MRC de Brome-Missisquoi de la Sûreté du Québec. (2023) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2022 au 31 mars 2023*. [en ligne].

Poste de la MRC de Coaticook de la Sûreté du Québec. (2022) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2021 au 31 mars 2022*. [en ligne].

Poste de la MRC de Coaticook de la Sûreté du Québec. (2023) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2022 au 31 mars 2023*. [en ligne].

Poste de la MRC de la Haute-Yamaska de la Sûreté du Québec. (2022) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2021 au 31 mars 2022*. [en ligne].

Poste de la MRC de la Haute-Yamaska de la Sûreté du Québec. (2023) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2022 au 31 mars 2023*. [en ligne].

Poste de la MRC de Memphrémagog de la Sûreté du Québec. (2022) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2021 au 31 mars 2022*. [en ligne].

Poste de la MRC de Memphrémagog de la Sûreté du Québec. (2023) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2022 au 31 mars 2023*. [en ligne].

Poste de la MRC des Sources de la Sûreté du Québec. (2022) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2021 au 31 mars 2022*. [en ligne].

Poste de la MRC des Sources de la Sûreté du Québec. (2023) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2022 au 31 mars 2023*. [en ligne].

Poste de la MRC du Granit de la Sûreté du Québec. (2022) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2021 au 31 mars 2022*. [en ligne].

Poste de la MRC du Granit de la Sûreté du Québec. (2023) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2022 au 31 mars 2023*. [en ligne].

Poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec. (2020) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2019 au 31 mars 2020*. [en ligne].

Poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec. (2022) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2021 au 31 mars 2022*. [en ligne].

Poste de la MRC du Haut-Saint-François de la Sûreté du Québec. (2023) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2022 au 31 mars 2023*. [en ligne].

Poste de la MRC du Val-Saint-François de la Sûreté du Québec. (2022) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2021 au 31 mars 2022*. [en ligne].

Poste de la MRC du Val-Saint-François de la Sûreté du Québec. (2023) *Rapport annuel d'activités du 1er avril 2022 au 31 mars 2023*. [en ligne].

Sécurité publique Québec. (2021) *Criminalité au Québec : principales tendances 2021*. [en ligne].

Sécurité publique Québec. (2023) *Criminalité au Québec : principales tendances 2023*. [en ligne].

Service de l'accès et de la protection de l'information de La Sûreté du Québec (2024). Dossier 2402 198: Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (c. A-2.1). Reçu le 26 février 2024.

Sinha, M. (2013), *Mesure de la violence faite aux femmes : tendances statistiques* [en ligne], Statistique Canada, « Juristat ».

Statistique Canada (2019). *La violence fondée sur le sexe et les comportements sexuels non désirés au Canada, 2018 : Premiers résultats découlant de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés* [en ligne], Statistique Canada, « Le Quotidien ».

Statistique Canada. (2021a) *Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2021*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2022001/article/00013-fra.htm>

Statistique Canada (2021b). *Violence entre partenaires intimes au Canada, 2018*, [en ligne], Statistique Canada, « Le Quotidien ».

Statistique Canada (2023a) *Seuils de faible revenu (SFR) avant et après impôt selon la taille de la communauté et la taille de la famille, en dollars courants*. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1110024101>

Statistique Canada. (2023b) Tableau 35-10-0179-01 Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, services de police au Québec. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510017901> (consulté le 26 juillet 2024).

Statistique Canada (2024a). *Cadre des résultats relatifs aux genres : nouveau tableau de données sur le harcèlement en milieu de travail* [en ligne], Statistique Canada, « Le Quotidien ».

Statistique Canada. (2024b). *Recensement de la population de 2021*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?LANG=F&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1&DGUIDlist=2021A00032441&HEADERlist=0&SearchText=Le%20Haut-Saint-Francois>, (consulté le 26 juillet 2024).

Statistique Canada (2024c). *Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2023*, [en ligne], Statistique Canada, « Le Quotidien »

Statistique Canada. (2024d) Tableau 35-10-0179-01 Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, services de police au Québec. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510017901>, (consulté le 31 juillet 2024).

Sutton, D. (2023). *Les homicides de femmes et de filles liés au genre au Canada*, [en ligne], Statistique Canada, « Juristat ».

Annexe A : Documentation des 3 enjeux du Haut-Saint-François

Les chiffres le disent encore et encore³²: les femmes et les filles sont outrageusement victimes de violence de toutes sortes, et ce selon un taux complètement disproportionné par rapport à leur représentation dans la population.

Dans le cadre de ce projet, le sondage réalisé dans le Haut-Saint-François a pu démontrer que cette réalité n'échappe pas au territoire. Le travail d'idéation collective a fait ressortir 3 enjeux qui permettront de guider les actions futures.

Ces trois enjeux sont: reconnaître, côtoyer et connaître

1) **Reconnaître** (la violence basée sur le genre)

Au début de ce rapport, nous avons constaté que dans le sondage mené en 2023 auprès de 172 personnes âgées et/ou vivant avec un handicap du Haut-Saint-François, 9 femmes et 5 hommes ont vécu une situation criminelle, mais ne le savaient pas ou ne voulaient pas l'admettre. Parmi toutes ces personnes, 7 sur 10 ne sont pas allés chercher de l'aide à la suite de la situation problématique³³.

Chez les 129 répondant.e.s du sondage préparé dans le cadre du présent projet, nous avons également vu que bien que près de 70% des femmes avaient répondu ne pas avoir été victime d'un acte criminel, seulement 39,3% d'entre elles ont indiqué n'avoir été victime d'aucune des situations d'actes criminels d'une liste de choix multiples.

La littérature nous apprend que les raisons pour lesquelles les personnes victimes d'harcèlement sexuel au travail ne portent pas plainte sont principalement liées au fait qu'elles *ignorent* que les gestes posés étaient assez graves pour constituer du harcèlement sexuel (26% des femmes, 33% des hommes)³⁴.

Reconnaître la violence - et les actes criminels qui en découlent - lorsqu'elle se présente est donc un enjeu bien réel. Comment expliquer en effet qu'il soit si difficile de voir et de nommer ce qui semble être parfois si flagrant?

On sait que le harcèlement et les agressions à caractère sexuel suivent les contours de l'inégalité - et cela s'extrapole à tous les types de violence basée sur le genre. Cette violence se

³² Voir l'ensemble de la bibliographie.

³³ Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François 2023.

³⁴ Cox, Gesualdi-Fecteau et Laflamme 2023:14.

produit dans un contexte social où les victimes sont souvent celles à qui l'on refuse des droits et une justice égale, tandis que les auteurs sont plutôt ceux qui profitent de privilèges et de pouvoir et sont protégés de toute responsabilité³⁵. Ces différentes personnes (victimes, agresseurs, témoins, autorités, etc.) interagissent donc dans ce système de règles, de normes et de croyances qui permettent aux violences de se produire et de se reproduire³⁶.

Dans ce contexte, il peut en effet être difficile de *reconnaître* le fonctionnement de la discrimination. Quand elle est implicite, quand elle fait partie de la vie quotidienne, l'inégalité peut être difficile à voir, à nommer et à adresser³⁷.

En ce sens, la plupart des employeurs continuent par exemple de traiter le harcèlement sexuel comme relevant d'une inconduite individuelle, ignorant les facteurs organisationnels, culturels et systémiques qui offrent le terreau fertile à sa reproduction³⁸.

Voilà pourquoi même lorsque les violences ou le harcèlement sexuel sont clairement reconnus par les victimes, celles-ci ne signalent pas nécessairement leurs agresseurs puisque, de manière consciente ou non, elles considèrent faire partie d'un système truqué d'avance. Elles craignent ainsi que les gens ne les croient pas ou qu'elles soient considérées comme responsables de ce qui est arrivé, notamment par ceux qui établissent les règles et la pratique judiciaire³⁹.

Ce climat de tolérance organisationnelle ou systémique au harcèlement et à la violence en général ressort donc comme étant LE facteur le plus important à aborder pour RECONNAÎTRE la violence basée sur le genre et agir. Dans la dernière section, *Connaître*, nous serons à même de constater que plusieurs organismes communautaires, ministères et organisations nationales et internationales offrent des outils pour y arriver.

Mais pour l'instant, voyons comment et pourquoi la ruralité et le fait d'y côtoyer davantage son agresseur et ses proches peuvent nourrir les souffrances des victimes qui y habitent.

2) Côtoyer (l'agresseur en milieu rural)

Le Haut-Saint-François est un territoire magnifique où la nature n'est jamais loin, avec ses montagnes, ses rivières, ses forêts et ses champs. On aime y habiter pour ses grands espaces, sa tranquillité, la beauté du paysage et la proximité communautaire⁴⁰. Mais cette beauté a son

³⁵ ONU Femmes 2019: 11.

³⁶ Cox, Gesualdi-Fecteau et Laflamme 2023:14.

³⁷ ONU Femmes 2019: 17.

³⁸ Cox, Gesualdi-Fecteau et Laflamme 2023:25.

³⁹ ONU Femmes 2019: 22.

⁴⁰ Résultats d'un sondage mené en 2023 par le comité Art et culture auprès de la population du Haut-Saint-François.

revers. En effet, en matière de violence domestique, les femmes courent un risque bien plus grand dans une communauté rurale⁴¹.

La violence conjugale est « un moyen choisi pour dominer l'autre personne et affirmer son pouvoir sur elle » et « se produit généralement selon une courbe ascendante aussi appelée escalade de la violence »⁴². Or, les femmes rurales connaissent un taux de violence conjugale 75 % plus élevé que celui des femmes urbaines⁴³. Et cette « escalade de la violence » mène vers d'autres disparités aux conséquences irréversibles.

En effet, en incluant les petites villes (10 000 à 49 999 habitants) dans la catégorie non urbaine, près de la moitié des femmes et des filles (42%) ont été tuées dans des zones non urbaines, alors que seulement 18% de la population canadienne vit en milieu rural⁴⁴. Dit autrement, le taux d'homicides liés au genre au Canada était en 2021 plus de 2,5 fois plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines⁴⁵.

Mais pourquoi la violence envers les filles et les femmes s'avère si scandaleusement élevée en ruralité?

Il se trouve que plusieurs caractéristiques de la vie en milieu rural peuvent particulièrement compliquer les démarches des femmes pour dénoncer la violence dont elles sont victimes ou mettre fin à des relations violentes. Les obstacles limitant l'accès au soutien en milieu rural comprennent notamment l'isolement géographique, les logements insuffisants, la mentalité patriarcale, le manque de confidentialité, la violence intergénérationnelle, la pauvreté, la culture d'acceptation, la banalisation des armes à feu, le fait de côtoyer l'agresseur et les pénuries de ressources économiques et d'occasions d'emploi⁴⁶.

Le fait de vivre isolée, seule avec un conjoint violent et loin de l'aide-policrière, exacerbe la peur et le sentiment d'impuissance des victimes. Comme moyen de contrôle, l'isolement social peut en surplus être imposé à une victime par son conjoint violent.

Le lien étroit entre les femmes, le manque de logement et la violence est un phénomène largement documenté depuis quelques années par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un regroupement national pour le droit au logement. Son guide *Dossier noir Femmes, logement et pauvreté* (5e édition)⁴⁷ traite notamment du phénomène de l'itinérance cachée des femmes, qui sont parfois prêtes à endurer des situations

⁴¹ Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation 2022: 27.

⁴² Laforest et Gagné 2018.

⁴³ Conroy 2021:7.

⁴⁴ Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation 2022: 27.

⁴⁵ Sutton 2023:3.

⁴⁶ Doherty et Hornosty 2008; Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2022.

⁴⁷ FRAPRU 2019.

de violence par manque d'endroits où se reloger. Même sans violence conjugale, il est documenté que des femmes sont victimes d'agressions sexuelles et de harcèlement commis par des propriétaires, gestionnaires de logement, concierges, co-chambreurs ou voisins, profitant de leur précarité et de leur peur de perdre leur logement⁴⁸. La crise du logement est une terrible réalité qui frappe aussi le Haut-Saint-François. En ce sens, l'équipe du Centre des femmes La Passerelle du Haut-Saint-François dénonce justement le manque de logements sociaux dans le territoire, alors que pas moins de 43 % des femmes sondées par l'établissement ont attendu avant de quitter leur partenaire, parfois dans un contexte de violence conjugale, par manque d'options abordables⁴⁹.

Le fait que les communautés rurales ont tendance à se construire une éthique d'autosuffisance forte a pour conséquence que les problèmes familiaux peuvent être considérés comme des événements privés qu'il ne faut surtout pas dévoiler ou réprimer⁵⁰. La même proximité, qui permet aux résidentEs ruraux de bâtir d'enviables réseaux d'entraide, peut également nourrir le développement d'une culture d'acceptation qui vise à cacher ou ignorer collectivement la violence domestique. Ce déni collectif s'observe d'autant plus lorsque l'agresseur appartient à une grande famille bien connue, dont la réputation compte pour elle⁵¹.

Les recherches démontrent clairement que cette culture d'acceptation amène certaines victimes à craindre une absence de confidentialité et développent des inquiétudes sérieuses sur la capacité d'un agresseur d'influencer la communauté, voire la police ou d'autres employés du système juridique local⁵². Les conséquences de l'absence de soutien communautaire, réel ou ressenti, peuvent d'ailleurs être encore plus graves lorsque les victimes sont loin de leur réseau d'alliéEs. C'est le cas notamment des immigrantes nouvellement arrivées, lesquelles peuvent également souffrir de leur culture d'origine parfois fortement patriarcale, du racisme de leur communauté d'accueil ou du manque de connaissances sur leurs droits, les services et les soutiens⁵³.

La culture des armes en feu en milieu rural a également un impact sur la violence contre les femmes⁵⁴. Davantage présentes en milieu rural qu'en milieu urbain, les armes à feu (déclarées ou non) contribuent à l'instauration d'un climat de contrôle et d'intimidation au moyen de menaces variées. Sachant que leur conjoint violent est en possession d'une ou de plusieurs armes à feu, les femmes violentées craignent de s'adresser à la police et aux tribunaux de crainte que le système de justice ne soit pas capable de les protéger. Beaucoup de femmes

⁴⁸ Les inégalités en logement frappent encore plus fort si ces femmes sont jeunes et aînées, monoparentales, immigrantes et racisées, autochtones ou invalides (FRAPRU 2019).

⁴⁹ Ferron 2024. On apprend aussi dans cet article que le HSF se trouve dans les dix MRC qui ont le moins de logements sociaux sur les 104 du Québec, alors que sa population est parmi les plus précaires.

⁵⁰ Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2022: 12.

⁵¹ Armstong 2022.

⁵² Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2022: 14.

⁵³ OCASI s.d: 12-13.

⁵⁴ Doherty et Hornosty 2008.

possédant des animaux de compagnie ou de ferme retardent même les appels à l'aide lorsque leurs animaux sont menacés. Les chiffres leur donnent malheureusement raison, car 34 % des femmes assassinées par leur conjoint au Canada ont péri par balle et que près de la moitié (49 %) des homicides ainsi commis surviennent en milieu rural⁵⁵.

L'accès aux moyens de transport est un enjeu grave pour les victimes⁵⁶. Le fait de vivre loin de leurs familles ou voisins, et d'être parfois dépourvues de moyens de transport ou de communication, les rendent en effet encore plus vulnérables. Cette entrave nuit sérieusement à la possibilité pour les femmes de recourir aux services qu'on leur offre car elles en ont besoin pour diverses raisons, qu'il s'agisse d'échapper immédiatement à des dommages physiques, de se rendre à un refuge, de recourir à des services juridiques ou de pouvoir saisir des occasions d'études ou d'emploi⁵⁷.

Aussi, qu'il s'agisse de la jeune fille harcelée par un voisin, de la jeune serveuse agressée sexuellement par un client régulier « de bonne famille », de l'immigrante maltraitée par son patron ou de la survivante sauvée de son domicile, la vie en milieu rural impose par-dessus tout aux victimes le risque d'y côtoyer son agresseur régulièrement.

En somme, le Haut-Saint-François étant une région rurale, nous voyons comment le danger de développer un terreau fertile à la violence basée sur le genre est beaucoup plus élevé qu'en milieu urbain. Aussi, le fait de côtoyer son (ou ses) agresseur(s) et son réseau ajoute un obstacle de plus vers la dénonciation et le recours aux services d'aide. Heureusement, en se donnant les moyens de connaître ces enjeux et les ressources, les solutions à son échelle deviennent accessibles pour commencer à renverser ces statistiques derrière lesquelles trop de personnes souffrent.

3) **Connaître** (les enjeux, les ressources et les solutions)

Les enjeux

Nous l'avons vu au début de ce rapport, les taux de violence fondée sur le genre au Canada sont alarmants : près de la moitié (44 %) des femmes vivront de la violence de la part d'unE partenaire intime au cours de leur vie⁵⁸. Les femmes ont cinq fois plus de risque que les hommes d'être agressées sexuellement et sont plus susceptibles d'être agressées sexuellement sur leur lieu de travail. Le taux de féminicides est outrageux : d'un océan à l'autre, chaque deux jours une femme ou une fille est assassinée. Qui sont ces personnes derrière ces statistiques? La littérature sur le sujet nous rappelle que beaucoup trop d'entre elles connaissent un risque plus élevé que la moyenne de connaître cette violence:

⁵⁵ Doherty et Hornosty 2008: 19.

⁵⁶ Ministère de la justice 2000.

⁵⁷ Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2022: 16.

⁵⁸ Fondation Canadienne des femmes 2023: 2.

Personnes en situation de handicap; jeunes; de communautés LGBTQ+; âgées; de milieux ruraux; témoins ou victimes de négligence ou de violence dans sa jeunesse; à faibles revenus; peu scolarisées; employées de milieux à prédominance masculine (du transport, de la machinerie et des domaines apparentés) ou à prédominance féminine (vente, services, soin, santé); employées de professions très hiérarchisées qui valorisent l'excellence (droit, marketing, médecine); membres de la Force régulière des Forces armées canadiennes; membres des forces policières; personnes ayant un travail précaire de type quart de travail rotatif, quart de soir, horaire irrégulier; personnes travaillant avec des clients ou avec le public; personnes travaillant où il y a consommation et disponibilité d'alcool; personnes travaillant dans des lieux isolés; personnes travaillant dans des régions éloignées offrant peu d'opportunités d'emploi; personne travaillant dans le secteur de la culture (metoo!); employées nouvellement embauchées ou occupant des rôles fortement subordonnés (les assistantes, les stagiaires, les étudiantes); travailleuses à statut migratoire précaire, dont les personnes sans statut; immigrantes ou réfugiées; personnes vivant dans les collectivités nordiques, rurales et éloignées; autochtones; personnes noire ou racisée; piétonnes; athlètes; clientes de bar ou de boîte de nuit; utilisatrices de réseaux sociaux; aux réalités intersectionnelles de tout ça.

Cette longue liste montre bien combien toutes semblent être touchées. Ce sont donc possiblement nos enfants, nos mères, nos sœurs, nos cousines, nos grands-mères, nos amies, nos collègues de travail, nos voisines, nos patronnes, nos politiciennes et la liste continue.

Loin d'être « seulement un problème de femmes », il s'agit d'un réel enjeu social complexe qui a des répercussions sur l'ensemble de la société⁵⁹. En regardant cette réalité d'un point de vue strictement financier, nous pouvons constater que toute cette violence coûte très cher à la société. Une estimation datant de 2009 - et qui concerne la violence conjugale spécifiquement - la chiffre à 7,4 milliards de dollars au Canada pour une année⁶⁰.

Nous parlons d'impacts graves sur la collectivité dans son ensemble, à commencer par les victimes principales qui en subissent évidemment la part la plus importante (consultation de professionnels de la santé - pour des blessures, des problèmes de santé chroniques, des troubles mentaux ou des répercussions sur la santé reproductive -, la rémunération perdue, la formation perdue, la valeur des biens volés ou endommagés et les douleurs et souffrances subies), suivis des tiers (les répercussions négatives sur les enfants exposés à la violence conjugale, le fonctionnement des services sociaux, des pertes subies par les employeurs et les autres dépenses gouvernementales) et enfin sur le système judiciaire pénale (services de police, tribunaux, poursuites, aide juridique et services correctionnels) et sur le système judiciaire civil (ordonnances de protection civile, divorces et séparations et système de protection de l'enfance)⁶¹.

⁵⁹ Laforest et Gagné 2018.

⁶⁰ Ministère de la Justice 2009.

⁶¹ Laforest et Gagné 2018; Ministère de la Justice 2009.

Connaître ces enjeux est déjà un pas dans la bonne direction pour mettre fin à cette violence. Heureusement (ou malheureusement), plusieurs organismes oeuvrent déjà tous les jours, et ce parfois depuis plusieurs dizaines d'années, à la prévention de cette violence, à la défense de droit ou au soutien des victimes, des proches et des agresseurs.

Les ressources

Les résultats du sondage mené dans le cadre de cette étude ont permis de constater que, hormis les personnes issues de l'immigration et dans certains cas les répondants masculins, les organismes locaux sont assez bien connus dans le Haut-Saint-François. Et, bonne nouvelle, seule une faible proportion des personnes (hommes et femmes) qui reçoivent des services sont insatisfaites de ceux-ci.

Ce sont plutôt les organismes régionaux (qui n'ont pas de point de service dans le Haut-Saint-François) qui sont généralement moins connus. Pourtant, une recherche internet a permis de constater qu'un nombre impressionnant d'organismes, dont les bureaux sont situés ailleurs en Estrie ou dans l'ensemble du Québec (principalement à Montréal), offrent des ressources précieuses et accessibles, et ce même aux personnes qui ne peuvent se déplacer chez eux (donc par téléphone, par la poste ou par d'autres moyens virtuels).

Celles-ci auraient avantage à être mieux connues de la part de la population du Haut-Saint-François. En ce sens, rappelons que les demandes de la population répondante dans le cadre de ce projet sont notamment : 1) des sources d'informations simples et accessibles, 2) de l'information et de l'aide pour porter plainte et 3) des ressources pour mieux connaître et défendre leurs droits.

Ceci nous mène donc vers les solutions afin de prendre action face aux enjeux de la violence basée sur le genre, et ses conséquences hautement néfastes pour toute la collectivité.

Les solutions

Saisir la violence basée sur le genre dans toute sa complexité implique d'aller au-delà du lien entre l'agresseur et sa victime. Une approche *intersectionnelle* du harcèlement et de la violence permet en effet de prendre en considération les différentes identités des personnes victimes et les réponses organisationnelles mises en place vis-à-vis de celles-ci⁶².

Ces constats appellent donc l'implication des efforts intégrés et concertés de plusieurs secteurs vers une approche globale, décloisonnée et qui considère l'ensemble des stades et des milieux de vie⁶³. Différents réseaux peuvent jouer un rôle en favorisant la synergie des expertises à travers des partenariats réunissant des décideurs, des chercheurs et des intervenants d'horizons multiples.

⁶² Cox, Gesualdi-Fecteau et Laflamme 2023:28.

⁶³ Laforest et Gagné 2018: 130.

L'objectif est de s'intéresser à une diversité de problématiques pour créer un réseau complémentaire en prévention de la violence, mais également en soutien aux victimes et à leurs proches.

Ce réseau se compose généralement de 3 niveaux qu'on retrouve notamment dans le Guide d'accompagnement de la formation en ligne: Prise en charge de la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence par le Fonds des Nations unies pour la population (s.d.):

1. **L'individu**, pour des interventions directes qui permettent de répondre aux besoins des survivant(e)s, de faire respecter leurs droits et de faciliter le rétablissement des individus et des groupes qui ont fait l'expérience de la violence.
2. **La communauté**, pour la mobilisation des communautés afin de reconnaître, promouvoir et protéger les droits des femmes et des enfants et de développer des systèmes locaux pour renforcer l'efficacité de la prévention et de la prise en charge.
3. **La société**, pour la mise en place de systèmes et stratégies pour protéger et prendre en charge les populations et contrôler les violations des droits, et ce en s'appuyant sur les textes internationaux et en retravaillant au besoin les lois et règlements nationaux et régionaux.

Peu importe le niveau d'action, ou le public cible, l'important est de travailler à changer le climat de tolérance organisationnelle ou systémique au harcèlement et à la violence en général. Selon l'organisation internationale ONU Femmes⁶⁴, cinq volets permettent d'aller vers ce qu'elle appelle une « évolution culturelle et systémique durable » afin de mettre fin au harcèlement sexuel - et ces volets sont également pertinents pour mettre fin à la violence basée sur le genre en général.

1. **Tolérance zéro** : Toujours agir
2. **Accent sur les victimes** : Écouter la victime, S'informer, Prendre garde aux termes utilisés, Donner la priorité à la sécurité, à la confidentialité et au bien-être, Ne jamais accuser la victime des abus.
3. **Formation** : Dans l'ensemble, il existe un consensus indiquant que pour les problèmes complexes, comme la violence basée sur le genre, les personnes suivant la formation doivent être des participantes actives et le sujet doit porter moins sur les compétences et les connaissances, et plus sur une invitation à réfléchir.

⁶⁴ ONU Femmes (2019), Éléments nécessaires : soutenir une évolution culturelle pour mettre fin au harcèlement sexuel, ONU Femmes, New York, septembre 2019.

4. **Propriété collective** : Les investissements n'apporteront une transformation que s'il existe un engagement collectif pour les transformations visées.
5. **Rationaliser le signalement** : Les victimes prennent des décisions réfléchies (dois-je effectuer un signalement ou non) en évaluant les conséquences. Il faut éliminer les craintes raisonnables de conséquences négatives et placer la responsabilité du changement organisationnel sur l'organisation plutôt que sur la personne effectuant un signalement.

Des actions concrètes et à notre échelle

- Sensibiliser (le public)
- Promouvoir les outils déjà existants
- Outiller (les personnes-ressources)
- Former et informer (la population, les autorités, les professionnels, etc.)
- Contribuer à améliorer (les aménagements urbains, etc.)
- Informer (sur les droits des victimes, sur l'existence des groupes d'aide et de soutien, etc.)
- Coordonner (les services déjà existants dans le HSF et ailleurs)
- Mettre sur pied (des services d'aide non existants)
- Étendre ou consolider (les services aux personnes victimes appartenant à des groupes minoritaires, les principales touchées)
- Contribuer à faire appliquer (des lois, des règlements, des conventions, des chartes déjà existant.e.s)
- Contribuer à faire changer (des lois, des règlements, des conventions, des chartes déjà existant.e.s)

Les deux derniers points sont des actions de défense de droits de longue haleine qui sont heureusement déjà pris en charge par de grandes structures comme ONU Femmes, la Fondation canadienne des femmes, le Réseau CAVAC, l'Association canadienne des centres contre les agressions à caractère sexuel (ACCCACS), le Centre canadien de ressources pour les victimes de crimes, la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, le Regroupement des maisons d'hébergements, les Femmes autochtones du Québec Inc. et la Société québécoise de la déficience intellectuelle (SQDI), pour ne nommer que celles-ci.

C'est maintenant à nous d'agir pour faire changer les comportements (et les statistiques) dans le Haut-Saint-François.

NOS SINCÈRES REMERCIEMENTS



Avec la participation financière de :

